

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE,
ÉNERGIE, AGROALIMENTAIRE...

Le MEDEF lorgne de nouveau sur le marché algérien

P.4



2^e JOUR DE LA VISITE DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR
DE L'ANP EN 2^E RÉGION MILITAIRE

Exercice tactique des Forces navales avec tir de missile antisurface «ISSAR 2022»

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 24 MAI 2022 // N°310 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

L'ÉCONOMISTE
ABDELKADER SLIMANI SUR
LES AVANTAGES DE LA LOI
SUR L'INVESTISSEMENT :

«Une plus grande liberté à la circulation des capitaux productifs»

P.3

L'EDITORIAL DE
« L'EXPRESS »

Place aux actes !

P.3



APRÈS LE PORTUGAL,
LA FRANCE SE PRÉPARE À
UNE 6^E VAGUE DE COVID-19

Alger met sous la loupe les flux d'expatriés de l'été

P.2



La holding «Madar» achète 34% de la part de SNVI dans Renault Algérie

P.5

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Tebboune nomme un nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie

P.16



LE PATRON DE LA CENTRALE SYNDICALE, SALIM LABATCHA, REÇU À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE :

« Des augmentations de salaire pour venir en aide aux couches sociales fragiles »

P.3





DES SOCIÉTÉS PIONNIÈRES À LA CONQUÊTE DU MARCHÉ AUTOMOBILE ALGÉRIEN

Le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar a annoncé l'entrée d'entreprises de renommée mondiale sur le marché automobile algérien, soulignant que le taux d'intégration en matière de la construction automobile sera très important, et que 2022 sera une année économique par excellence. Il a en outre expliqué que le régime d'importation des

chaînes et équipements de production rénovés revêt "une importance extrême" en matière de renforcement des capacités de la production nationale et de la relance et la diversification des activités industrielles en saisissant les occasions offertes sur les marchés internationaux. Ce nouveau cadre juridique, initié par le ministè-

re de l'Industrie, repose sur plusieurs axes principaux, dont la priorité accordée au rendement économique lors de l'acquisition des chaînes de production rénovées à travers l'évaluation des capacités effectives de ces chaînes, une durée de vie minimale, après rénovation, de dix (10) années étant exigée, a rappelé l'interlocuteur.

APRÈS LA CANICULE, JUSQU'À 50 MM DE PLUIE SUR CERTAINES WILAYAS

LA CAPRICIEUSE MÉTÉO DU MOIS DE MAI

Une forte activité pluvio-orageuse, accompagnée localement de chutes de grêle, affectera, lundi et mardi, des wilayas du sud du pays, a annoncé hier, un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la Météorologie (ONM). Il s'agit des wilayas d'Illizi, Djanet et Tamanrasset (Sud), pré-

se le BMS, placé au niveau de vigilance "orange" et dont la validité s'étale de ce jour à 14h00 à mardi à 03h00. Les quantités estimées se situent entre 20 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm; sachant que des "rafales de vent sous orages" sont également annoncées.

L'EX-PATRON DU MOSSAD AU CŒUR D'UN NOUVEAU SCANDALE

Yossi Cohen, ex-directeur du Mossad, a effectué trois voyages mystérieux en République démocratique du Congo en compagnie d'un sulfureux milliardaire, avant d'en être expulsé. Malgré son départ des services israéliens, l'ancien directeur du Mossad fait encore parler de lui. D'après plusieurs médias, Yossi Cohen

a effectué, en 2019, trois voyages en République démocratique du Congo (RDC) « au nom d'Israël et à des fins problématiques », et cela « sans coordination avec le gouvernement congolais, qui a fini par l'expulser ». Selon Bloomberg News, Yossi Cohen, patron du Mossad de 2016 à 2021, s'est rendu trois fois en

RDC, accompagné par le milliardaire Dan Gertler, un homme d'affaires « soupçonné par les autorités britanniques d'avoir versé un énorme pot-de-vin de 360 millions de dollars en échange de droits miniers au Congo. Les autorités américaines et suisses soupçonnent Gertler de crimes similaires ».

ALGÉRIE-RUSSIE : LE DOMAINE DE L'INFORMATION FAIT AUSSI DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a reçu hier, l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Alger, Igor Beliaev, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale notamment dans le domaine de l'information, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est tenue au siège du

ministère, les deux parties ont souligné "la nécessité de donner un nouvel élan à la coopération bilatérale dans le domaine de l'information, en renforçant la coopération entre les institutions médiatiques algériennes et leurs homologues russes à travers l'échange d'expertises et d'expériences", précise la même source. Bouslimani a mis en avant

l'importance "d'œuvrer ensemble à développer les relations dans le domaine de l'information et à les hisser à la hauteur des relations politiques existant entre les deux pays". De son côté, le diplomate russe a remercié l'Algérie pour "ses positions fermes et pondérées" et "ses efforts pour contribuer à la résolution de la crise actuelle".

APRÈS LE PORTUGAL, LA FRANCE SE PRÉPARE À UNE 6E VAGUE DE COVID-19

Alger met sous la loupe les flux d'expatriés de l'été



Après le Portugal, la sixième vague de Covid-19 est déjà là. Et le coupable porte un nom : BA.5. Ce sous-variant d'Omicron représente deux tiers des contaminations, il a été repéré pour la première fois en Afrique du Sud. "D'après le service national de santé, BA.5 pourrait atteindre une fréquence d'environ 80% d'ici le 22

mai 2022, soit un taux de croissance de 13% par jour (21). Aucun cas BA.4 n'a été identifié à ce jour au Portugal. Contrairement à l'Afrique du Sud, l'incidence reste élevée mais stable, avec une diminution des hospitalisations", note Santé publique France dans un rapport. Au Portugal, l'épidémie monte en flèche et les cas positifs

sont passés de 650 à 2 500 en quelques semaines. En France, le ministère de la Santé se prépare à une vague, encouragée par les déplacements des personnes d'un pays à un autre. Quand on sait que les flux de nationaux en France qui vont traverser la Méditerranée du nord au sud, on ne peut que sonner l'alarme.

ALGÉRIE-TURQUIE : LA SANTÉ EN LIGNE DE MIRE

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, s'est entretenu dimanche à Genève (Suisse), avec son homologue turc, Fahrettin Koca, sur les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et la Turquie, a indiqué un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée en marge de la 75e session de l'Assemblée générale de l'Organisation



mondiale de la santé (OMS), tenue à Genève, les deux parties ont exprimé « la ferme volonté des deux pays frères d'élargir

les relations algéro-turques dans le secteur de la santé à travers la mise en place prochaine d'un groupe de travail

conjoint», a expliqué la même source. Les deux parties ont mis l'accent sur "la stabilité des relations bilatérales" et la volonté "d'œuvrer à leur renforcement" par la conjugaison des efforts et l'échange d'expériences en vue de "hisser la coopération bilatérale et promouvoir le partenariat, notamment dans le secteur de la santé, dans l'intérêt des deux peuples".

LA PREMIÈRE MINISTRE FRANÇAISE DÉMISSIONNERA DANS QUELQUES JOURS SI...

La Première ministre française, qui se présente dans le Calvados, devra quitter Matignon si elle ne parvient pas à convaincre les électeurs en juin prochain, tout comme le reste des ministres de son gouvernement. Un poste à Matignon est conditionné à sa victoire aux législatives dans le Cal-

vados, a rapporté BFMTV. Alors que l'Élysée a expliqué dimanche que les ministres candidats aux législatives devraient quitter leur fonction en cas de défaite en juin prochain, la règle vaut jusqu'à Elisabeth Borne, nommée la semaine dernière à la tête du gouvernement.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LE GOUVERNEMENT ASTREINT LES UNIVERSITÉS AU RESPECT DES FONDAMENTAUX DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Les «mauvaises fréquentations»

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a ordonné aux responsables des séminaires régionaux des universités de s'abstenir de participer à des séminaires internationaux qui ne correspondent pas aux fondamentaux de la politique étrangère du pays.

En effet, et dans une correspondance adressée aux responsables des colloques régionaux des universités, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué que l'intensification de la participation des institutions universitaires et de recherche aux activités à caractère international à l'étranger fait partie des priorités du secteur en raison des opportunités que permet le contact avec d'autres expériences dans les différents domaines de l'enseignement et de la recherche, à la condition sine qua non de garder en ligne de compte la politique étrangère du pays dans la sélection des séminaires.

La déclaration souligne que la participation, qu'elle soit de responsables institutionnels ou de professeurs et d'étudiants chercheurs, doit respecter les principes de la politique étrangère du pays en particulier, et les orientations et la politique du gouvernement dans le domaine des relations extérieures en général. Selon des enseignants



interpellés sur le sujet, « il ne s'agit pas des filières scientifiques, car les sciences exactes ou appliquées n'ont pas de couleur politique », mais qu'il peut s'agir de « domaines où le parcours est plus dilué et peut-être sujet à manipulation ».

En fait, et c'est un constat fait

de longue date, des chercheurs ont été invités à l'étranger et des séminaires organisés à l'international, et où, le prologue dépassé, ont tourné à de véritables procès d'intention contre les positions algériennes, que ce soit sous couvert de communications sur les droits de l'homme

ou autre. De même, des associations apolitiques, des artistes, des journalistes et des politiciens ont été entraînés à leurs dépens dans des opérations de com. à l'international où la suggestion antipolitique étrangère algérienne avait constitué l'arrière-fond du séminaire. **I.M.**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS, SALIM LABATCHA, REÇU À LA PRÉSIDENTE :

« Des augmentations de salaire programmées pour aider les couches sociales fragiles »

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, Salim Labatcha, a déclaré dans un communiqué après avoir été reçu par le président de la République, que le président Tebboune l'a assuré de l'intention des hautes autorités d'approuver d'aller des augmentations successives des salaires des travailleurs, en plus de réformer le soutien social pour notamment, venir en aide aux couches sociales moyennes et démunies. Le secrétaire général de la Centrale syndicale a exprimé également son appréciation de l'initiative, de réconciliation nationale, estimant que « l'unification, qui a été représentée par

l'invitation du président à tous les Algériens, sans exception, à unir les rangs, les initiatives, les idées et les visions pour faire avancer le pays est une voie qui sert le peuple algérien et renforce l'Algérie ».

« Le président, a souligné Laabatcha, a réitéré sa volonté de continuer encore à soutenir le volet social et économique des travailleurs.

Dans une déclaration à l'issue de son audience à la Présidence de la République, Laabatcha a salué « la contribution et la position de l'État aux côtés des travailleurs et allégeant le fardeau quotidien malgré les problèmes

économiques, la pandémie et toutes les pressions qui en ont résulté ».

Le patron de la Centrale syndicale a ajouté que malgré le contexte, le président de la République est « prêt dans les prochaines étapes à reconsidérer la situation sociale des travailleurs, et en plus des augmentations salariales, et qu'il y aura des révisions progressives qui se feront en plusieurs étapes ». Quant aux subventions sociales, il a indiqué que la reconsidération de la politique des subventions se fera selon une stratégie qui servira plus qu'avant les classes moyennes et démunies.

M.Emad-Eddine

L'ÉCONOMISTE ABDELKADER SLIMANI ÉCLAIRCIT LES AVANTAGES DE LA LOI SUR L'INVESTISSEMENT :

« Une plus grande liberté à la circulation des capitaux productifs »

Interpellé sur la nouvelle loi sur l'investissement, et tous les éloges qu'elle soulève, Abdelkader Slimani ne tarit pas d'éloges, également, sur ce qu'il qualifie de saut qualitatif au profit de l'économie nationale.

« A travers cette loi, qui sera discutée à l'Assemblée nationale, et à travers les nombreuses facilités et incitations incluses dans les dispositions de la loi, on voit clairement qu'il existe une forte volonté politique de faire avancer l'économie nationale, car il ne fait aucun doute que les nouveaux ajouts dans la loi sur l'investissement vont ramener des capitaux étrangers et des investissements, tout en faisant bénéficier le partenaire national des retombées de ces investissements

directs, comme le transfert de la technologique et l'acquisition de l'expérience.

Mais il y a plus dans cette loi sur l'investissement. Elle donne en effet « une très grande liberté à la circulation des capitaux sérieux et productifs » ; en outre, elle tend clairement vers un développement durable et global de par son large champ d'application.

« Le transfert des gains pour l'investisseur étranger vers son pays est tout à fait légal et défini, ce qui tend à le réconforter et à lui apporter les assurances qui pouvaient faire défaut auparavant. « Il y a également à relever un point fondamental, c'est la disqualification des pesanteurs bureaucratiques et des lourdeurs



administratives, concernant l'étude des dossiers et les délais pour permettre aux investisseurs de s'engager directement.

Propos recueillis par I.M.Amine

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



PLACE AUX ACTES !

S'il y a une chose dont on a gavé jusqu'à la nausée le citoyen algérien depuis des décennies, ce sont des discours non suivis d'actes. On discourt, on promet, on s'engage et au final, rien! rien de rien! Le gouvernement actuel doit éviter à tout prix les discours et les engagements creux pratiqués à l'échelle industrielle sous l'ancien régime. Que n'a-t-on pas entendu comme discours depuis au moins deux décennies sur la dynamique de reconstruction nationale, sur la stabilisation du dinar, sur des législations en mesure de protéger les biens publics, sur les programmes spéciaux au profit des wilayas des Hauts Plateaux et du Sud, sur le développement de l'industrie pétrochimique et la modernisation des entreprises publiques, sur la bonne maturation des projets afin d'écartier les réévaluations des coûts, sur le développement de la technologie dans les filières céréalières et semencières pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, etc.? Et qu'a-t-on au final? Que du gâchis! Une économie qui repose quasi exclusivement sur les revenus issus des exportations d'hydrocarbures et un pays rongé par la corruption et le clientélisme! On se souvient encore de la célèbre diatribe de Bouteflika en 1999 qui disait : « Je suis triste de dire que je ne suis pas fier d'être Algérien alors que je sais que 1000 dinars algériens valent 30 dirhams marocains ». Et l'on connaît maintenant les tristes résultats de ses vingt ans de règne! Plus jamais ça! Les Algériens exigent maintenant des actes, pas des discours, de la vérité, pas du mensonge! Ils ont tellement entendu des discours, des promesses, des engagements sans lendemain qu'ils ont fini par les prendre en horreur. Après Mohamed Arkab, le ministre de l'Énergie et des Mines, qui s'est engagé à relancer les grands projets miniers structurants comme la mine de fer de Ghar Djebilet à Tindouf en joint-venture avec un partenaire chinois, ainsi qu'à exploiter le gisement de zinc et de plomb à Oued Amizour, à Béjaïa et le gisement de phosphate à Bled (Tébessa), le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, vient d'annoncer de son côté que l'Algérie pourrait se passer d'ici deux années de l'importation des semences de certains produits de large consommation. Ce sont là de bonnes nouvelles à condition qu'elles aboutissent et qu'elles connaissent leur réelle concrétisation sur le terrain. Car les promesses avancées depuis des années sur ces projets justement n'ont jamais abouti. Sous les Gouvernements Ouyahia et Sellal, on n'a jamais cessé de répéter que l'Algérie réalisera sa sécurité alimentaire et atteindra son autosuffisance alimentaire à l'horizon 2022 et on est toujours là à dépendre en tout de l'étranger. Les engagements avancés par les ministres des Mines et de l'Agriculture doivent être concrétisés car il y va de la crédibilité de tout le gouvernement. Que la politique des discours creux soit à jamais bannie!

Z. M.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les opérateurs algériens déclarent leur flamme à l'Afrique

Les chefs d'entreprise algériens, ayant participé au Salon de l'industrie pharmaceutique algérienne « El Djazaïr Healthcare » organisé à Dakar, ont signé sept accords au total avec des partenaires sénégalais, guinéens et ouest-africains.

Par Youcef Salami

Le premier salon de l'industrie pharmaceutique algérienne « El Djazaïr Healthcare », organisé, du 17 au 19 mai, à Dakar a été une « réussite », comme en témoignent les objectifs atteints et les commentaires émis par les participants pendant et après sa tenue. Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a expliqué dans un communiqué rendu public qu'El Djazaïr Healthcare a permis aux opérateurs pharmaceutiques algériens de signer sept accords au total avec des partenaires sénégalais, guinéens et ouest-africains. Les accords portent, entre autres, sur l'enregistrement des médicaments auprès de différentes agences pharmaceutiques, la distribution de produits pharmaceutiques au niveau local et sous-régional, la création de plateforme d'export vers 23 pays de la sous-région, et la réalisation d'essai clinique avec une CRO locale. Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), une organisation patronale naissante, était présent à Dakar. Le CREA et le Mouvement des entreprises sénégalaises (MEDS) ont conclu à la faveur de cet événement un protocole de coopération, parvenant ainsi à mettre en place un cadre d'échange et de partenariat entre les opérateurs économiques des deux pays. Cela devrait permettre de développer la coopération et les opportunités d'affaires, notamment dans le domaine de l'Industrie



pharmaceutique. Par ailleurs, un accord de coopération a été signé entre le département de Lotfi Benbahmed et le ministère de la Santé et de l'Action sociale sénégalais. L'accord a pour objectif d'encourager la coopération bilatérale et l'échange d'expériences et d'expertises dans l'industrie pharmaceutique. A cet effet, l'Algérie, par le biais du ministère de l'Industrie pharmaceutique, a fait un don au Sénégal d'une valeur d'un demi-million d'euros en médicaments et en dispositifs médicaux. El Djazaïr Health a constitué une belle occasion pour présenter l'industrie pharmaceutique algérienne, son organisation, sa dynamique de développement

ainsi que ses ambitions d'expansion vers la sous-région. La manifestation aura également permis de faire connaître « la capacité productive de l'Algérie en direction des pays du continent » et « d'amorcer une nouvelle ère en matière de partenariat et de coopération gagnant-gagnant », souligne le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans ce communiqué.

DE SÉRIEUSES DISCUSSIONS ENTAMÉES

« Convaincu du plein succès du salon, l'ensemble des intervenants et des laboratoires pharmaceutiques ont exprimé leur volonté de renouveler l'expérience dans d'autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient

pour présenter les capacités concurrentielles et la performance de l'industrie pharmaceutique », est-il souligné dans ce communiqué. Pour sa part, Abdelouahed Kerrar, président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop) et PDG de Biopharm, a pris part à « El Djazaïr Healthcare ». Il a longuement évoqué l'évolution de la production pharmaceutique en Algérie et les capacités du pays à développer davantage ce secteur. Il a déclaré : « Après être arrivé à couvrir une grande partie du marché interne du médicament, l'objectif était de faire connaître l'Algérie comme pays exportateur avec un changement de statut. On est passé d'un pays qui

importait la quasi-totalité de ses besoins en médicaments à un pays qui couvre les deux-tiers de ses besoins avec un surplus de production ». Ainsi, le pays s'est affirmé comme un Etat très actif dans cette filière. Le président de l'Unop a expliqué que « le Sénégal ne couvre aujourd'hui que 10% de ses besoins en médicaments, aspirant à en couvrir 50% d'ici à 2035. De ce fait, le pays est demandeur et veut développer l'outil industriel. Le président de l'Unop a ajouté qu'en plus des contrats signés, à l'occasion de ce salon, « le véritable fruit de cette manifestation est l'établissement d'un plan d'actions et de suivi dans la continuité et à long terme ». Et de poursuivre : « Nous avons pris les contacts commerciaux et économiques nécessaires, nous avons eu des rencontres avec les distributeurs et les responsables du ministère sénégalais de la Santé concernant notamment les procédures d'enregistrement des médicaments et nous avons également visité les unités de production ». Abdelouahed Kerrar a indiqué que « de sérieuses discussions ont commencé, que nous devons nous inscrire dans la continuité sous la tutelle du ministère algérien de l'Industrie pharmaceutique ». Aujourd'hui, l'Afrique a besoin de davantage d'investissements dans le secteur pharmaceutique et les opérateurs algériens sont prêts à faire leur effort, pour conquérir des parts de marché conséquentes dans plusieurs secteurs sur le continent. Y. S.

MADAR pourrait entrer au capital de Renault Production Algérie

Le conseil d'administration de la société « Renault Production Algérie » a entamé des négociations avec la holding algérienne « Madar » pour entrer au capital de l'entreprise et reprendre les parts de la Société nationale des véhicules industriels « SNVI », qui en détient 34%, contre 17% pour le Fonds national d'investissement et 49% pour Renault, avant de remettre l'usine en activité dans le nouveau format de production après révision du cahier des charges et des taux d'intégration. L'information est rapportée par le journal El Khabar dans sa livraison d'hier.

Interrogée par le quotidien arabophone sur le bien-fondé de l'accord, Mme Hayat Hilal, chargée de communication chez Renault Algérie, s'est contentée de dire : « Pour l'instant, les négociations sont toujours en cours entre les deux parties, et l'annonce officielle de l'accord avec Madar n'a pas été conclue ».

R. E.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, ÉNERGIE, AGROALIMENTAIRE....

Le MEDEF lorgne sur le marché algérien

Par Zacharie S. Loutari

Comme attendu, le forum d'affaires algéro-français a débuté aujourd'hui à Alger en présence du président du Mouvement des entreprises de France, Geoffroy Roux de Bézieux, lequel est à la tête d'une délégation d'une quinzaine de chefs d'entreprise opérant en Algérie dans les secteurs de l'industrie automobile, de l'énergie, de l'agroalimentaire, de l'industrie pharmaceutique, des transports, du BTPH, des services, etc.

Le forum est organisé conjointement par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) et le Medef et vise à redynamiser la coopération économique entre les entreprises algériennes et françaises, ainsi qu'à échanger sur la dynamique économique de l'Algérie portée par un nouveau cadre réglementaire d'invest-

tissement stable, et sur les opportunités de coopération entre les entreprises françaises et algériennes. A signaler que selon les données de la Banque de France, le stock d'IDE français en Algérie, autrement dit la somme des flux, réajustée selon le taux de change, a atteint la barre des 2,372 Mds EUR en 2020, plaçant ainsi la France en troisième position, derrière les États-Unis et l'Italie. Toujours d'après la Banque de France, l'ensemble des investissements français en Algérie sont principalement concentrés dans trois secteurs : les activités financières et d'assurance (36 % du total), l'industrie manufacturière à hauteur de 29 %, impliquant l'industrie automobile, pharmaceutique, alimentaire et chimique et enfin les industries extractives qui représentent 23 % des IDE trico-

lores. Ces montants ne prennent pas en compte les investissements financés auprès des institutions financières locales qui sont aujourd'hui le principal levier de investissements des entreprises françaises. En somme, le nombre d'implantations françaises, c'est-à-dire les filiales avec une participation française au capital de plus de 50 %, s'élève à environ 220. Ce chiffre peut très facilement être doublé, en y incluant les bureaux de représentation, succursales et participations françaises de moins de 50 % dans une filiale, ainsi que les entreprises détenues et/ou dirigées par des entrepreneurs français de l'étranger. Les PME françaises, comme les plus grandes entreprises, sont les mieux placées pour bénéficier de l'ouverture de l'Algérie aux investissements directs étrangers (IDE) et du

redémarrage de son économie. La France et l'Algérie ont une trajectoire commune à construire. En effet, les mutations géopolitiques actuelles indiquent que des relations construites, apaisées et lucides entre les deux pays s'avèrent incontournables pour la construction d'un espace méditerranéen de prospérité partagée, et, au-delà du Maghreb, pour construire ainsi un axe Nord-Sud vers l'Afrique. Pour ce faire, un véritable changement d'échelle est nécessaire et il devient nécessaire de privilégier une nouvelle approche dans la coopération entre les deux pays, fondée sur la confiance ainsi qu'une stratégie claire et des priorités d'action partagées, lesquelles doivent se traduire par le fait d'investir ensemble dans les grands domaines d'activité de demain. Z. S. L.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'Algérie mise sur le développement de la sous-traitance

Les bourses de sous-traitance et de partenariat ainsi que d'autres parties prenantes sont appelées à redoubler d'efforts pour asseoir une sous-traitance industrielle forte et pérenne.

Par Zacharie S. Loutari.

La réalité économique de l'Algérie demeure largement dominée par de grandes entreprises. Or aujourd'hui, il s'avère clairement que les secteurs industriels ne peuvent se performer sans le développement des PME, petites et moyennes entreprises, en encourageant le système de la sous-traitance dans un jeu d'interactions et d'interdépendances varié. A cet effet, les pouvoirs publics ont œuvré à mettre en place une politique de développement industriel en consacrant un cadre juridique de nature à stimuler l'émergence d'un tissu de PME à travers le soutien actif du système de la sous-traitance. Ainsi, le gouvernement a récemment adopté un nouveau régime d'importation des chaînes de production renouvelées et du régime d'exemption de droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée, les composants et matières premières, importés ou acquis localement par les sous-traitants, dans le cadre de leurs activités. Aussi, il a été décidé d'exempter des droits de douane et de la TVA sur les composants et matières premières importés ou localement acquis par les sous-traitants et producteurs afin de créer un tissu de petites et moyennes entreprises (PME) pour le développement des filières des activités industrielles et la réalisation de l'intégration locale. Il s'agit d'une démarche qui contribue au remplacement



des importations et encourage les exportations attendu la nécessité de mettre en valeur les matières premières nationales, de hisser le niveau technologique requis pour développer la production et de promouvoir la recherche scientifique et l'innovation. Il est clair que les bourses de sous-traitance et de partenariat ont joué un rôle important, en tant que partenaire efficace, dans le développement de ce segment d'activité, en mettant en contact les sous-traitants et les donneurs d'ordre, c'est-à-dire en assistant les industriels à trouver les sous-traitances idoines, et en aidant les sous-traitants à trouver de nouveaux marchés. Cet accompagnement se traduit par la conclusion d'accords entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants dans les secteurs de la mécanique, de l'automobile, de l'électronique, de l'électromé-

ger, de la métallurgie et de la sidérurgie, à l'instar des accords signés entre les groupes industriels et Sonatrach, avec ses différentes filiales, ou encore avec Sonelgaz. De ce fait, les bourses de sous-traitance et de partenariat ainsi que les parties prenantes sont désormais appelées à redoubler d'efforts pour asseoir une sous-traitance industrielle forte et pérenne et les grands industriels et les opérateurs économiques n'ont d'autres choix que d'aller au-delà des relations commerciales et à s'engager dans une démarche intégrée, afin de construire dans le temps un partenariat au mieux du tissu industriel national.

« SIMPLIFIER ET FACILITER »

A vrai dire, l'adoption des nouveaux régimes s'inscrit dans le cadre des objectifs tracés par le ministère de l'Industrie pour le développement de l'industrie

nationale à travers le soutien et l'accompagnement des entreprises pour améliorer leur compétitivité, et partant, accroître leur contribution au produit intérieur brut (PIB) et au remplacement des importations, a-t-il ajouté. Concrètement, le régime d'importation des chaînes et équipements de production renouvelés revêt d'une importance extrême en matière de renforcement des capacités de la production nationale et de la relance et la diversification des activités industrielles en saisissant les occasions offertes sur les marchés internationaux, notamment ceux qui ont été impactés par la crise économique mondiale qui a entraîné la fermeture des usines et leur mise à la vente à des prix attractifs. Le cadre juridique régissant ce régime a été révisé dans cet objectif afin de "simplifier et faciliter" les démarches et d'adopter de nouveaux critères d'octroi de l'autorisation de dédouanement fondés sur des considérations visant à protéger les intérêts de l'économie nationale et à favoriser la compétitivité des entreprises. Ce même cadre juridique repose sur plusieurs axes principaux, dont la priorité accordée au rendement économique lors de l'acquisition des chaînes de production renouvelées à travers l'évaluation des capacités effectives de ces chaînes, une durée de vie minimale, après rénovation, de dix (10) années étant exigée. Le nouveau cadre repose également sur l'évaluation de conformité des

chaînes et équipements de production avant importation par la vérification de leur état général, leur exploitabilité, leur maintenabilité et la disponibilité des pièces de rechange, du mode d'emploi, outre un essai à vide concluant. L'appréciation de conformité est réalisée par des bureaux d'expertise accrédités par l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC) ou d'autres organismes analogues dans les pays signataires d'un accord de reconnaissance d'accréditation mutuelle avec ALGERAC, a fait savoir le ministre. Aussi, le contrôle a posteriori de l'importation des chaînes et équipements de production renouvelés devient obligatoire en exigeant de l'opérateur un certificat d'entrée en exploitation de l'équipement ou de la chaîne importé(e), établi par un expert assermenté résidant en Algérie afin d'éviter l'importation anarchique et l'apparition d'intermédiaires et de spéculateurs sur le marché national. Il importe de signaler que ce nouveau cadre a été étendu au secteur agricole à travers une autorisation de dédouanement des équipements agricoles afin de permettre aux professionnels du secteur d'exploiter les possibilités qui s'offrent sur les marchés mondiaux pour ramener des équipements agricoles pouvant renforcer les capacités de production et contribuer à la promotion d'une agriculture moderne en accord avec la vision stratégique du gouvernement.

Z. S. L.

PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

Une récolte record, selon le ministre de l'Agriculture

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, cité par l'Aps, prévoit une production record des céréales cette saison par rapport aux dernières années. Dans une déclaration à la presse en marge de la réunion nationale d'encadrement de la campagne moisson-battage 2021/2022, tenue au siège de l'Union des mutuelles agricoles à Alger, le ministre a précisé que « tous les indices présagent une production abondante, et qu'on peut dire qu'une production record sera réalisée par rapport aux six dernières années ». « Les conditions climatiques qui se poursuivent jusqu'au mois de mai courant étaient favorables à une bonne production », a-t-il poursuivi. Concernant la campagne moisson-battage, M. Henni a assuré que « tous les moyens sont mobilisés depuis trois mois afin de réussir cette campagne qui a débuté il y a 20 jours dans les régions du Sud. Cette campagne se poursuit dans les quatre coins du pays ». M. Henni a tenu, à l'occasion, à saluer les mesures « incitatives » décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'effet de subventionner la filière céréales, rappelant que l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) achète désormais le blé dur des agriculteurs à 6.000 DA/quintal, le blé tendre à

5.000 DA et l'orge à 3.400 DA. Le ministre a mis en avant les moyens mobilisés par l'Etat pour appuyer l'opération de stockage encadrée par l'OAI à travers ses coopératives agréées au niveau national, outre les moyens logistiques à l'image des moissonneuses et le transport et les structures de stockage facilitant ainsi aux agriculteurs de déposer leurs produits aux coopératives. Le ministre a fait état, dans ce cadre, de 610 silos et points de stockage mobilisés à cet effet, rappelant que les capacités de stockage sont de l'ordre de 44,5 millions de quintaux. Il existe 505 points de collecte de récolte équipés de tous les moyens nécessaires, a-t-il ajouté. Le secteur a consacré un couloir vert pour la collecte de l'orge au niveau des points dédiés à cet effet, a fait savoir le ministre, révélant que cette année, la moisson d'orge sera prise en charge, « pour la première fois », par les coopératives de céréales et de légumineuses dans l'objectif d'encourager les agriculteurs à vendre la totalité de leur production aux coopératives. L'Office sera chargé d'assurer la distribution de l'orge consacré à l'aliment de bétail subventionné par l'Etat, a affirmé le ministre, ajoutant que cette « nouvelle mesure vise à soutenir les éleveurs et les maqui-gons en vue de préserver la faune de

notre pays ». M. Henni a insisté, en outre, sur l'importance de garantir les moyens préventifs nécessaires pour protéger les récoltes cultivées contre les incendies, notamment en cette période de fortes chaleurs. Il a estimé, dans ce sens, que l'Algérie est « appelée à consentir tous les efforts nécessaires pour garantir sa sécurité alimentaire, vu la situation géostratégique actuelle, d'autant que la filière céréalière connaît une importante augmentation des prix sur le marché international induite par une forte demande résultant des pres-

sions géopolitiques actuelles, et ce à la faveur de l'intégration de tous les acteurs du secteur et leur accompagnement par les autorités publiques, à leur tête le Premier ministre. Le ministre a également souligné que la filière céréalière revêt une grande importance « stratégique » sur les plans national et international et compte parmi les ressources primaires élémentaires à l'alimentation, ajoutant que les récoltes céréalières constituent l'un des principaux facteurs influant sur la balance commerciale.

R. E.

Naftal : des projets d'investissement de plus de 250 milliards DA pour les cinq prochaines années

Invité hier au forum du quotidien « Echaab », le PDG de Naftal, Mourad Menouar, a fait état d'un plan d'investissement de l'entreprise visant à concrétiser les projets stratégiques d'un coût de plus de 250 milliards de dinars et ce, durant la période allant de 2022 à 2027. La société « Naftal » dispose d'un plan de développement quinquennal (2022-2027), reposant sur une vision « stratégique » pour la réalisation de projets de grande envergure, d'un coût de plus de 250 milliards de dinars, a-t-il expliqué. Parmi les projets d'investissement prévus dans le cadre de ce plan, le premier responsable de Naftal a cité un projet de pipeline pour le transport du gaz de pétrole liquéfié (GPL) d'Arzew à Alger, passant par plusieurs régions de l'ouest et du centre du pays, ce qui permettra d'alimenter plusieurs villes et de fournir ce carburant à ces régions, en sus de la réduction des frais de transport via les navires.

R. E.

PÉTROLE

TIMIDE HAUSSE AVEC LES PREMIERS DÉVERROUILLAGES EN CHINE

Les prix du pétrole étaient en légère hausse hier, soutenus par les adoucissements des restrictions sanitaires en Chine, rassurant sur la demande, comme par le projet européen d'embarco sur le pétrole russe qui se profile. Vers 09H00 GMT (11H00 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet prenait 0,63% à 113,26 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, augmentait quant à lui de 0,55% à 110,29 dollars. «Les prix du pétrole sont en hausse, le Brent repassant au-dessus du WTI, alors que Shanghai s'apprête à lever son embargo de deux mois, ce qui atténue les inquiétudes concernant la faiblesse de la demande chinoise», commente Victoria Scholar, analyste chez Interactive Investor. Le brut type Brent de la mer du Nord est en effet destiné à une zone géographique beaucoup plus large que le WTI américain, qui lui, reste principalement consommé aux États-Unis. Shanghai, la capitale économique de la Chine, connaît depuis avril une forme dure de confinement, avec l'interdiction de sortir de chez soi dans une grande partie de la ville et l'isolement des cas positifs.

DES INQUIÉTUDES LIÉES À LA RÉCESSION ET LA POLITIQUE CHINOISE DU ZÉRO COVID

Quatre des 20 lignes de métro de la ville ont redémarré dimanche, tout comme certains transports routiers, formant ainsi un «réseau de base couvrant toutes les zones urbaines centrales», selon les autorités. «Il est difficile d'affirmer qu'il existe un solide potentiel de hausse du pétrole aux niveaux actuels, car les inquiétudes liées à la récession et la politique chinoise du zéro Covid restent des menaces sérieuses pour la demande mondiale», estime toutefois Ipek Ozkardeskaya, analyste pour la banque Swissquote. «En outre, une demande plus forte est également attendue aux États-Unis à l'approche de la haute saison de la conduite automobile, du week-end du Memorial Day, fin mai, à la fête du Travail, en septembre», poursuit Victoria Scholar, les États-Unis étant le plus grand consommateur mondial de pétrole. Enfin, l'Union européenne se rapproche d'un accord sur l'interdiction des importations de pétrole russe, «ce qui aura pour effet de resserrer davantage les marchés et de soutenir les prix du pétrole brut», affirme Stephen Brennock, analyste chez PVM Energy.

R. E.

LE SALON INTERNATIONAL DE L'OLIVIER EST DE RETOUR

Participation de plus de 60 exposants nationaux et internationaux

Longtemps attendue, et après un report forcé à cause du Covid-19, l'exposition internationale des dérivés d'olivier, huile d'olive, processus et olivier «Med Mag Oliva Algérie» est de retour et portera désormais le nom de Foire internationale des oliviers «Algerol IVA», annonce un communiqué des organisateurs.



Sous le thème «De l'auto-suffisance à la conquête du marché international», cette 3e édition de la Foire internationale des oliviers «Algeroliva 2022» aura lieu du 30 mai au 2 juin 2022 au centre des expositions, Pins maritimes «Safex» Alger-Pavillon «B» Bahdja. Plus de 60 exposants nationaux et internationaux prendront part à cet événement d'envergure internationale. Selon les experts, l'Algérie possède un énorme potentiel

pour le développement agricole en général et l'oléiculture en particulier, sachant que le positionnement géographique de l'Algérie dans le bassin méditerranéen lui offre le climat le plus propice pour une meilleure récolte quantitative et qualitative. «La conjoncture actuelle que traverse le pays n'est pas une fatalité, c'est plutôt une aubaine pour que les mécanismes de développement se mettent enfin en place afin de booster la machine écono-

mique. Et il se trouve que le maillon fort de l'Algérie réside dans son potentiel agricole qui commence par la force des choses à reprendre sa place. Pour cela, un grand intérêt doit être consacré au secteur oléicole pour sa relance, que ce soit de la part des autorités publiques ou bien des opérateurs économiques», précise le même communiqué. Pour atteindre le niveau escompté de développement du secteur oléicole, un grand

besoin est exprimé pour le renouvellement et l'acquisition de nouvelles technologies d'extraction, cueillette, stockage, conditionnement d'huile d'olive et d'olive de table...

«C'est un honneur pour nous de jouer le rôle d'accompagnateur de ce secteur noble et stratégique pour une meilleure relance, et lui redonner la place qui lui sied dans le monde», affirment les organisateurs.

Meriem D.

MATIÈRES PREMIÈRES

La flambée des prix va secouer l'économie mondiale

La hausse des prix des matières premières dans le sillage de la guerre en Ukraine va probablement peser sur la croissance mondiale et augmenter l'inflation. C'est la conclusion d'une note de recherche des experts de la Banque des règlements internationaux (BRI), rapportée par La Tribune. Depuis le début de l'année, l'indice CRB, qui intègre le prix de 19 matières premières (énergie, métaux et produits agricoles), a bondi de plus de 33% (et de près de 54% sur un an).

Une flambée qui inquiète les gouvernements car elle alimente une hausse des prix générale de nature à provoquer une récession et des troubles sociaux. «L'Espagne et le Portugal ont obtenu le feu vert de l'UE pour réduire les prix de l'électricité ; le prix du gaz naturel utilisé par les centrales électriques dans la péninsule ibérique devrait atteindre en moyenne 50 euros/MWh au cours des 12 prochains mois contre 95 euros actuellement. Cela pourrait réduire leur inflation d'environ 1,5 point de pourcentage», estime Fabio

Balboni, économiste chez HSBC. Si l'appréciation des cours de l'énergie avait déjà été enclenchée en 2021, notamment en Europe, c'est surtout l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février qui a accentué le phénomène. «Les prix du pétrole brut ont augmenté de plus de 30%, ceux du gaz naturel en Europe de plus de 60%. Ceux de l'alimentation et des métaux ont également flambé», constatent les analystes de la BRI, Deniz Igan, Emanuel Kohlscheen, Gabriela Nodari, et Daniel Rees.

10% DE L'OFFRE MONDIALE DE BLÉ

La Russie, soumise aux sanctions occidentales, et l'Ukraine, pays qui subit les destructions de la guerre, représentent à eux deux 10% de l'offre mondiale de pétrole et de blé, 5% du maïs et plus de 20% de la production mondiale de gaz naturel. Il faut également ajouter une production substantielle de métaux (dont 10% du nickel et 35% du palladium) pour la production d'avions, d'automobiles et de puces électroniques. Cette réduction de l'offre créée

par la guerre en Ukraine a un impact sur la croissance et l'inflation mondiale. Une «hausse de 10% des prix du pétrole engendrée par une faible offre mondiale de brut réduit le PIB en moyenne pour les économies développées de 0,5% au bout de 2 ans», estiment les analystes de la BRI. En revanche, sans changement majeur des fondamentaux du marché pétrolier, «la réduction du PIB sera de moins de 0,2%», tempèrent-ils. Pour les matières premières agricoles, les effets sont amplifiés. À partir de leur modèle, ils anticipent que «la hausse des prix des matières premières depuis le début de l'année devrait réduire la croissance dans les économies développées de 0,7 point de pourcentage d'ici la fin de 2023». Quant à l'inflation, une hausse de 10% des prix du pétrole l'augmente de 0,2 point de pourcentage, et du double pour les produits agricoles. Même l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) augmente même si c'est seulement de moitié par rapport au cas de l'inflation générale.

PROPAGATION RAPIDE À L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

En effet, la cherté des matières premières se propage directement, par exemple le brut en essence, le blé en pain, mais aussi indirectement à travers la production industrielle, comme dans le cas des métaux, qui renchérit le prix du produit final pour le consommateur, et réduit son pouvoir d'achat. Appliquée à la situation actuelle, cette projection devrait faire augmenter l'inflation dans les économies développées de 1 point de pourcentage, alors même qu'elle atteint déjà en avril le record de 7,4% sur un an en zone euro, et de 8,1% dans l'Union européenne, selon les données d'Eurostat. La note de recherche s'interroge également sur le parallèle avec les chocs pétroliers des années 1970. Il a été souvent évoqué, notamment en janvier dernier, alors que l'invasion russe de l'Ukraine apparaissait inimaginable, par le ministre de l'Économie français, Bruno Le Maire.

R. E.

Éviter un scénario catastrophe semblable à celui vécu l'an dernier

Nouvelle stratégie de lutte contre les incendies de forêt

Après les premières canicules qui ont touché plusieurs wilayas du pays, une nouvelle stratégie de lutte contre les incendies de forêt est mise en place, et cela pour éviter un scénario catastrophe semblable à celui vécu l'an dernier, annonce Djamel Touahria, Directeur général des Forêts (DGF).

Djamel Touahria a expliqué que cette stratégie impliquant les citoyens et les associations concernées par la sauvegarde de la richesse forestière et ce, en collaboration avec la Protection civile porte sur « la mobilisation de tous les moyens pour nettoyer les forêts, construire des réservoirs d'eau, ainsi que des camions citernes pour l'intervention rapide au niveau de 40 wilayas ». Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio Algérienne, le même responsable affirme « tous les moyens ont été mobilisés pour nettoyer les forêts, construire des réservoirs d'eau, ainsi que des camions citernes pour l'intervention rapide au niveau de 40 wilayas. » Il s'agit, selon lui, également de « couloirs ouverts dans les forêts pour faciliter

l'intervention en cas d'incendies ».

A l'approche de l'été, l'intervenant a saisi l'occasion pour appeler les citoyens préférant faire des randonnées dans les forêts à protéger ces espaces en s'abstenant d'allumer des feux pour des barbecues, considérées comme étant la première cause des feux de forêts.

D'autres parts, M. Touahria a révélé que la Direction générale des Forêts a mis en place un programme, à travers toutes les wilayas, des journées portes ouvertes pour sensibiliser à l'effet de valoriser le patrimoine forestier à protéger, soulignant que 800 milles arbustes ont été, jusque-là, plantés dans le cadre de la campagne nationale de reboisement.

Meriem D.



ADRAR

Promouvoir le rôle de la société civile et en faire un partenaire efficient

La promotion du rôle de la société civile pour en faire un partenaire efficient dans la construction de l'Algérie nouvelle est une nécessité, ont indiqué dimanche à Adrar les participants à une conférence de wilaya sur la société civile. L'accent a été mis sur l'importance à accorder à la formation des acteurs du tissu associatif pour qu'ils soient pleinement conscients du rôle de la société civile dans sa contribution à la bonne gouvernance de la chose publique.

Les participants ont souligné l'intérêt de tenir des sessions de concertation entre les autorités locales et les acteurs de la société civile de sorte à dégager un climat de compréhension et de confiance mutuelles, de rechercher des mécanismes organisationnels encadrant l'institution de coordination associatives locales en vue de renforcer la culture de démocratie participative et mieux cerner ainsi les préoccupations communes et les prendre en charge à travers des plans d'action communs. Il a été préconisé, en outre, la mise en place de nou-

veaux mécanismes de classification des associations, dans le sens de l'enrichissement de l'action législative actuelle en matière d'élaboration de la nouvelle loi sur les associations, notamment au plan de leur octroi de projets d'investissement leur permettant de poursuivre leurs activités.

Soulignant l'importance de créer des espaces de concertation entre le tissu associatif et les différentes instances publiques, en vue d'être attentifs à leurs propositions en ce qui concerne les projets de développement et leur association dans le processus de contrôle, les participants à la conférence ont suggéré la création d'une plateforme numérique de mise en réseaux, en tant que tendance en vigueur à travers le monde dans le domaine de l'action associative.

La plateforme en question regroupe les associations, les opérateurs économiques et les institutions de l'Etat, comme consécration à la démocratie participative dans la confection des programmes de développement, a-t-on

expliqué en suggérant aussi la création, dans les wilayas, d'un centre d'information et de formation, appelé à être géré en commun, associant ainsi la promotion de l'action associative et le professionnalisme dans la planification et l'exécution des programmes.

Les participants ont appelé à revoir la loi 12-06 relative aux associations, pour en faire une loi organique qui répond aux attentes des associations et de décréter des textes réglementaires protégeant les présidents des associations et les acteurs associatifs bénévoles, consacrant ainsi le principe de l'alternance dans les mandats à la tête des associations et ériger celles-ci en écoles pour renforcer la culture démocratique dans tous les domaines.

Ils ont également recommandé de prendre soin de dissocier entre l'action associative et l'action politique et de veiller à la transparence dans les subventions allouées par les assemblées élues aux associations, ont-ils souligné. Initiée par l'Observatoire national de la

société civile (ONSC) au palais de la culture d'Adrar, cette rencontre entre dans le cadre d'un cycle de conférences de wilaya, en préparation des assises nationales de la société civile prévues en octobre prochain.

La conférence a englobé quatre (4) ateliers consacrés à "l'amélioration de l'action de la société civile", "la démocratie participative au service de la bonne gouvernance locale et nationale", "l'action bénévole au service de l'intérêt général et le développement global" et "la moralisation de l'action de la société civile".

A travers ce cycle de conférences, l'ONSC entend trouver un espace commun aux associations contribuant à définir les contours de l'Algérie nouvelle, en application de la volonté des hautes autorités du pays dans le domaine.

Le président de l'ONSC, Abderrahmane Hamzaoui, a indiqué, à ce propos, que les associations œuvrent à accompagner la rupture avec les pratiques du passé et à s'ériger en force de proposition en mesure d'apporter des solutions à diverses problématiques et défis en rapport avec le quotidien des citoyens.

Il a appelé, à cette occasion, les instances élues à apporter leur aide aux associations et mettre fin aux formes de marginalisation et d'exclusion dont souffrait par le passé le mouvement associatif et rétablir la société civile dans la place qui lui sied dans l'équation participative.

Dans la wilaya voisine de Timimoun, où est prévue une conférence similaire, le président de l'ONSC a rencontré dimanche des acteurs associatifs avec lesquels il a eu des échanges de vues sur la situation et les perspectives de l'action associative, à la lumière de la constitutionnalisation de la société civile, en tant qu'acteur essentiel dans le développement socioéconomique du pays.

APS

RENTREE UNIVERSITAIRE 2022/2023 À BÉJAÏA

Un nouveau département de traduction de tamazight vers les langues arabe et française

Par **Idir Mehdaoui**

Dans une déclaration à la chaîne de télévision Berbère TV, et en marge de la journée d'étude sur le Patrimoine immatériel amazigh organisée par le Centre de recherche en langue et culture amazighes de l'université de Béjaïa, le recteur de l'université de Béjaïa a annoncé l'ouverture prochaine d'un département de traduction de tamazight vers la langue arabe et la langue

française.

« Dans l'histoire de l'université de Béjaïa, d'ailleurs je vous annonce une bonne nouvelle, pour abriter une nouvelle formation, la création d'un département de traduction de tamazight vers la langue arabe et la langue française, qui accueillera tous les étudiants algériens qui désirent faire leurs études dans la traduction de la langue tamazight ». Il faut savoir que la nouvelle circulaire ministérielle portant sur les nouveaux

bacheliers, portera l'ouverture de cette formation à la prochaine rentrée universitaire 2022/2023. L'ouverture de ce nouveau département va sans doute enrichir l'offre de formation par l'innovation pédagogique au niveau de l'université de Béjaïa. Elle répondra en outre aux attentes de la population mais permettra aussi aux enseignants-chercheurs et aux étudiants d'approfondir leurs recherches sur la langue tamazight.

I. M.

LA PLUS GRANDE P

Dans la bande de Gaza, deux millions de Palestiniens mènent une vie de misère, enfermés sur un territoire plus petit que la ville de Québec. Tout est rare. L'eau, l'électricité, la nourriture. Sans compter que les affrontements périodiques avec l'État d'Israël n'améliorent pas les choses. Portrait de la plus grande prison à ciel ouvert du monde.

Par Jean Simon Gagné

Si l'enfer voulait se réinventer, il pourrait s'inspirer de la bande de Gaza. Parlez-en à Najwa Lubbad, de la East Gaza Society for Development, une organisation humanitaire. Mme Lubbad n'oubliera pas de sitôt les derniers bombardements de l'aviation israélienne sur l'enclave palestinienne. Onze jours d'horreur qui vont la hanter pour longtemps. Les «visages jaunes des enfants terrifiés». Les «nuits blanches de terreur», sans eau et sans électricité. Le bruit des explosions, qui semble toujours se rapprocher...

prédissait que la bande de Gaza serait devenue «invivable» en 2020. Aujourd'hui, c'est chose faite. Sur le territoire, le chômage dépasse 50%. Pas moins de 80% de la population a besoin de l'aide humanitaire pour survivre.

Avant même les derniers bombardements, les coupures d'électricité étaient si fréquentes qu'on pouvait difficilement conserver quoi que ce soit au frigo. Pour ceux qui disposaient de l'eau courante, le robinet fonctionnait quelques heures par jour. Souvent, il en sortait un liquide malsodorant qu'il valait mieux faire bouillir.

On décrit souvent la bande de Gaza comme une prison. Ou une cage. Car l'Égypte et Israël la soumettent à un blocus implacable. L'an dernier, les points de passage ont été fermés durant 240 jours. En 2015, ils avaient même été fermés 333 jours! «Tu

Pour éviter d'attrister les jeunes visiteurs, un gardien a eu une idée. Il a peint deux ânes avec des rayures de zèbres. La plupart des petits n'y voyaient que du feu...

Jusqu'en 2005, la bande de Gaza était déchirée par la présence de milliers de colons israéliens. L'armée d'Israël les protégeait à grands frais. Par exemple, elle déployait de grands panneaux métalliques le long des routes pour empêcher que leurs voitures ne deviennent la cible de tireurs embusqués. À chaque carrefour d'importance, elle construisait des bunkers. Une chouette ambiance.

L'abandon des colonies israéliennes aurait pu inaugurer une nouvelle ère. Mais en 2006, la victoire électorale des islamistes du Hamas provoque une nouvelle crise. L'aide internationale se raréfie. Plusieurs pays refusent de financer un gouverne-

À Washington ou à Londres, on espère que la population appauvrie se soulèvera contre le Hamas. Le contraire se produit. «La plupart des gens ne comprenaient pas qu'on les punisse pour l'élection du Hamas», poursuit Catherine Pappas. Même ceux qui n'aimaient pas le Hamas ne comprenaient pas. Le blocus a solidifié l'image du Hamas comme un mouvement de résistance.» Entre 2007 et 2018, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement évalue que le blocus des frontières a coûté 16,7 milliards\$ à l'économie du territoire. Un coup mortel. À la blague, les Gazaouis disent qu'il peut paraître étrange que la Suisse — qui n'a pas d'accès à la mer — ait un ministère de la Marine. Mais pas tant que ça, après tout, puisque Gaza a encore un ministère des Finances...

LE POULET PFK À LA RESCousse

À cause du blocus, les tunnels clandestins constituent parfois le seul lien avec le monde extérieur. Ils servent à la contrebande d'armes, mais aussi au commerce de farine, de cigarettes, d'essence, de vaches et même d'animaux pour le zoo. Vers 2013, on dénombrait plus de 200 tunnels qui passaient sous la frontière avec l'Égypte. On estime qu'ils rapportaient 200 millions de dollars de taxes au gouvernement du Hamas.

À partir de 2013, l'arrivée au pouvoir en Égypte du général Abdel Fattah al-Sissi change tout. Le nouvel homme fort considère le Hamas comme un danger mortel. Il mène la guerre aux tunnels. Les Égyptiens inondent les ouvrages avec de l'eau de mer ou le contenu des égouts. Ils immergent même des fils à haute tension dans les tunnels inondés pour électrocuter les passeurs!

Aujourd'hui, les tunnels sous les frontières n'ont pas complètement disparu. Mais la situation n'a plus rien à voir avec «l'âge d'or», la période au cours de laquelle une entreprise de Gaza proposait la livraison de Poulet frit à la Kentucky (PFK) depuis l'Égypte. À l'arrivée, quatre heures plus tard, la nourriture était refroidie. Le prix avait été multiplié par deux. Mais il semble que le fast-food donnait l'impression rassurante d'être relié au monde. Pour une fois.

L'ARGENT DISCRET DU QATAR

Aucun portrait de la bande de Gaza ne serait complet sans une allusion aux guerres périodiques avec Israël. De quoi compléter la dévastation. Les affrontements les plus meurtriers ont duré 50 jours, en 2014. 2251 morts palestiniens. 73 israéliens. Dans la bande de Gaza, les dégâts matériels auraient atteint cinq milliards de dollars.

À CHAQUE AFFRONTMENT, CHACUN DÉSIGNE SON COUPABLE

Les uns accusent le Hamas, qui refuse de cohabiter avec l'État d'Israël. Les autres pointent Israël, qui méprise les droits des Palestiniens. Sans oublier l'Iran, qui souffle sur les braises du conflit. À Gaza, Téhéran dispenserait même des formations sur la fabrication de lance-roquettes!

Reste que depuis 2019, seul l'argent de l'émirat du Qatar sauve la bande de Gaza de la ruine totale. Chaque mois, selon l'hebdomadaire le Point, 30 millions de dollars d'argent liquide arriveraient à l'aéroport de Tel-Aviv, pour être transportés à la frontière égyptienne, sous la surveillance des services secrets d'Israël. Les Égyptiens se chargeraient ensuite de le délivrer au Hamas.

Israël s'accommode fort bien de ce petit manège. Certes, l'argent profite aux isla-



Depuis le 21 mai 2021, un fragile cessez-le-feu est intervenu dans la bande de Gaza. Les Israéliens ont cessé les bombardements. Les Palestiniens ne lancent plus des roquettes sur Israël. La vie reprend son cours. On dénombre 254 morts. Au moins de 17 hôpitaux ont été endommagés. «Dans les rues, tout est recouvert de poussière, écrit Najwa Lubbad. L'odeur des égouts éventrés soulève le cœur. Les écoles sont pleines de gens dont l'appartement a été détruit. Il a fallu annuler les examens de fin d'année.» Mais qui s'en soucie? En 2011, un rapport des Nations-Unies

ne t'étonnes plus quand la frontière est fermée, disent les habitants. Tu t'étonnes lorsqu'elle est ouverte.»

Faut-il parler de surpopulation? Dans la ville de Gaza, la densité dépasse celle de Hong Kong. Et n'allez pas croire que les eaux turquoises de la Méditerranée constituent une consolation. Chaque jour, on y rejette des millions de litres d'eau usée. Les trois quarts des plages sont impropres à la baignade...

Pour survivre, les Gazaouis font preuve d'imagination. Jusque dans les détails. En 2009, les zèbres du zoo sont morts de faim.

ment qui endosse le terrorisme. Israël déclare la bande de Gaza «territoire hostile».

En 2007, Catherine Pappas travaillait dans un centre de femmes financé par l'ONG Alternatives. Elle a vu l'économie s'effondrer. «Au début, notre organisme fournissait des services à des gens très pauvres [...], explique-t-elle. Puis, on a eu affaire à des gens des classes moyennes, qui n'avaient plus rien. Tout manquait. Nous voulions fabriquer des chandelles, à cause des pannes d'électricité. Mais on ne trouvait plus de cire!»

S DOMINATION SIONISTE

PRISON DU MONDE

mistes du Hamas. Mais il évite l'explosion sociale. Grâce au Qatar, le gouvernement de la bande Gaza paye ses 20 000 fonctionnaires. Il vient aussi en aide à 100 000 «nécessiteux». Bref, on donne au malade juste ce qu'il faut pour survivre. Pas plus.

UN RÉSERVOIR DE COLÈRE

Aujourd'hui, la moitié de la population de la bande de Gaza est âgée de moins de 20 ans. Ceux-là n'ont pas le souvenir des dernières élections en Palestine, en 2006. Ils forment une génération qui a grandi derrière les barbelés. Leur monde, c'est celui des cessez-le-feu toujours temporaires. Un monde de désespoir, d'humiliation et de colère. Pas étonnant qu'un tiers rêve d'émigrer...

Rien à faire. En général, le monde préfère regarder ailleurs. Comme s'il était à court de solutions. En mars 2019, c'est à peine si on remarquait les Gazaouis qui manifestaient contre le Hamas sous le slogan «Nous voulons vivre»! Un millier d'entre eux avaient été arrêtés. Une vidéo très partagée critiquait «les fils des dirigeants du Hamas qui ont des maisons, des jeeps et des voitures». En ajoutant que les autres n'ont rien, «pas même une tranche de pain».

Ces jours-ci, le secrétaire d'État américain Antony Blinken annonce le versement de 38 millions \$. Une fois de plus, il est question de reconstruction. Le chef du Hamas, Yahya Sinouar, envisage même une trêve de longue durée avec Israël, à condition que le blocus du territoire soit levé. Qui sait, la suite des choses fera peut-être mentir le désespoir d'un protagoniste du récent documentaire Gaza?

Quelle est la différence entre la bande de Gaza et une prison? demandait-il.

RÉPONSE : EN PRISON, IL EXISTE UNE MINCE POSSIBILITÉ D'ÊTRE LIBÉRÉ

1948 Création de l'État d'Israël. Guerre entre le nouvel État et plusieurs pays arabes. L'armée égyptienne s'empare de Gaza, qu'elle va administrer durant 20 ans.

1967 Guerre des six jours entre Israël et plusieurs pays arabes. L'armée israélienne occupe la bande de Gaza.

1987-1988 Première Intifada (révolte) de la jeunesse palestinienne, qui affronte l'armée avec des pierres.

1993 Les accords d'Oslo prévoient la création d'une «Autorité palestinienne», qui doit administrer les territoires de Gaza et de la Cisjordanie.

2000-2001 Seconde Intifada. De nombreux attentats suicides contre Israël sont revendiqués par le Hamas et le Jihad islamique.

2005 Israël retire ses troupes et ses colonies dans la bande de Gaza.

2006 Élections surprise du mouvement Hamas aux élections palestiniennes dans la bande de Gaza. Le mouvement étend son contrôle sur le territoire. Une partie de la communauté internationale interrompt l'aide humanitaire. Israël entame un blocus des frontières.

2013 En Égypte, un coup d'État militaire renverse le gouvernement des Frères musulmans, plutôt sympathique au Hamas. L'armée égyptienne durcit le blocus du territoire.

2014 Pour la troisième fois en sept ans, Israël et la bande de Gaza s'affrontent. 2200 morts palestiniens. 73 morts israéliens.

2021 Nouveaux affrontements. Du côté palestinien, on dénombre 250 morts et 2000 blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées.



UN PATRON DE HAARETZ S'INSURGE CONTRE LES SIMULACRES DE TRIBUNAUX ISRAËLIENS

« Qu'ils soient tous damnés pour leur cruauté et leur sadisme ! »

Par Gidéon Lévy

Qu'ils aillent au diable. Maudit soit Rafael Gana, le directeur adjoint de l'administration pénitentiaire israélienne, qui a écrit au ministre de l'Intérieur : «Votre demande ne remplit pas les conditions préalables à sa prise en compte.» Au diable Katy Perry, la directrice de l'administration pénitentiaire israélienne, qui a approuvé la décision. Maudit soit le ministre de la sécurité publique Omer Bar Lev, le lâche sans cœur, qui n'a pas levé le petit doigt pour changer cette décision diabolique. Et par-dessus tout, que le Shin Bet soit maudit, car il est probablement derrière cette décision, comme il l'est derrière bien plus que nous ne le savons. Maudits soient tous ceux qui sont complices de cette décision sadique de ne pas libérer Khalida Jarrar de prison pour qu'elle puisse assister aux funérailles de sa fille. Maudit soit ce nouveau gouvernement, qui prétendait annoncer un changement, et dont aucun des ministres n'a agi pour s'opposer aux institutions maléfiques qui ont décidé de laisser Jarrar en prison. Pas même les ministres Merav Michaeli et Tamar Zandberg, qui ont vraisemblablement beaucoup plus en commun avec la féministe

laïque combattante de la liberté Jarrar qu'avec leur collègue Ayelet Shaked. Et maudits soient les médias israéliens, qui, à l'exception de ce journal, ne se sont pas intéressés à cette histoire, qui a été rapportée dans le monde entier mais pas en Israël. Jarrar est une prisonnière politique. Après une série d'arrestations sans procès, elle a été condamnée à deux ans de prison pour «appartenance à une organisation illégale», dans un pays où il n'existe aucune organisation autorisée aux Palestiniens. La libération de Jarrar est prévue pour le 25 septembre, soit dans deux mois environ. Tous les dangers existentiels qui guettent le pays à sa libération seront prêts à resurgir dans deux mois... Dimanche, sa fille Suha a été retrouvée morte, apparemment d'un arrêt cardiaque. Le corps de Suha a été retrouvé environ cinq heures après sa mort, après que sa sœur au Canada n'ait pas réussi à la joindre par téléphone et ait demandé à des amis de forcer l'entrée de la maison. Ghassan, le père de Suha, se trouvait à Jénine à ce moment-là et s'est précipité chez elle. Les Jarrar ont deux filles : Suha, qui a obtenu une maîtrise en changement climatique au Canada et travaillait pour le

groupe de défense des droits de l'homme Al Haq à Ramallah, et Yafa, qui a obtenu un doctorat en droit au Canada et y réside. Je n'oublierai jamais ce moment dans le tribunal militaire d'Ofer, à l'été 2015 : Yafa, Suha et Ghassan dans le public, Khalida sur le banc des accusés, et l'officier de l'administration pénitentiaire israélienne, Bassam Kashkush, qui a soudainement permis aux deux jeunes femmes de s'approcher de leur mère et de l'embrasser. Même le directeur de la prison a eu les larmes aux yeux. C'était interdit, contraire au règlement, mais ce que l'agent Kashkush a osé permettre, dans un rare moment d'humanité et de compassion, l'État d'Israël, le chef de l'administration pénitentiaire et le ministre de l'intérieur ne l'ont pas fait. Tout ce qu'il fallait, c'était un minuscule degré d'humanité. Tout ce qui manquait, c'était une quantité minime d'humanité. «Il avait une mère, après tout», a écrit le poète Nathan Alterman. Ils sont aussi des parents, après tout, Katy et Omer et les agents du Shin Bet. Sont-ils capables d'imaginer ce que cela signifie de perdre une fille encore jeune et de ne pas pouvoir aller à ses funérailles ? De ne pas être avec son père et sa sœur pendant leur tragédie ? De

faire son deuil dans une cellule de la prison de Damon ? Entendre parler de la mort de leur fille sur Radio Palestine ? Quoi d'autre ? Que dire d'autre sur l'insensibilité israélienne, si ce n'est une chose : Jarrar est un être humain, mais pour la plupart des Israéliens, elle ne l'est pas. Elle est une terroriste, bien qu'elle n'ait jamais été condamnée pour terrorisme, et elle est Palestinienne et fière de l'être, et c'est encore pire, apparemment. Le lendemain de la mort de Suha, alors qu'il y avait encore un espoir que Jarrar soit libérée, la grande salle de réception du centre de Ramallah était remplie de monde. Toute la gauche laïque de la ville est venue se joindre à Ghassan, qui restait si seul dans son deuil. Il a pleuré et pleuré, et tout le monde a pleuré avec lui. Fadwa Barghouti, la femme de Marwan, qui était assise à côté de moi, a dit que leur fils Aarab rendait en ce moment visite à son père en prison pour la première fois depuis l'apparition du coronavirus. Il est le seul membre de la famille à être autorisé à rendre visite à Marwan. Fadwa n'est pas autorisée à rendre visite à son mari, et Khalida n'est pas autorisée à assister aux funérailles de sa fille. La cruauté israélienne, quelle horreur !

Bio-express Gidéon Lévy, né en 1955, à Tel-Aviv, est journaliste israélien et membre de la direction du quotidien Ha'aretz. Il vit dans les territoires palestiniens sous occupation. Gidéon Lévy a obtenu le prix Euro-Med Journalist en 2008, le prix Leipzig Freedom en 2001, le prix Israeli Journalists' Union en 1997, et le prix de l'Association of Human Rights in Israel en 1996. Gidéon Lévy est connu en grande partie pour s'être élevé dans des médias israéliens pour dénoncer la politique israélienne à propos de Gaza et de la Cisjordanie. Il critique aussi les médias et la société israélienne, selon lui insensibles au sort des habitants des Territoires occupés. Il tient dans Haaretz une chronique hebdomadaire sur des activités de l'armée israélienne sous le titre de « Twilight Zone » soit « zone grise ». Lévy se définit comme un patriote israélien. En tant que journaliste, le quotidien Haaretz l'a envoyé en mission à Sarajevo pendant la guerre des Balkans. En 2015, il reçoit le Prix Olof Palme avec le Palestinien Mitri Raheb. Il est l'auteur du livre « The Punishment of Gaza », qui a été traduit en français : « Gaza, articles pour Haaretz, 2006-2009 », « La Fabrique, 2009 ».

OLAF SCHOLZ ARRIVE AU SÉNÉGAL, DANS LE CADRE D'UNE TOURNÉE AFRICAINE

LES PAYS D'EUROPE TENTENT DE TROUVER «REFUGE» EN AFRIQUE

Depuis le début de la guerre en Ukraine et le bras de fer entre Moscou et l'Occident, avec tout ce que cela induit en termes de sanctions et de privations, les pays d'Europe, qui sentent qu'ils seront particulièrement touchés par cette guerre, tentent de diversifier leur économie, en prospectant surtout du côté de l'Afrique. C'est dans cette perspective qu'il faudrait placer la visite du chancelier de la République allemande Olaf Scholz à Dakar dans le cadre d'une tournée africaine (22 au 24 mai) qui le mènera ensuite au Niger et en Afrique du Sud. Au menu de la visite africaine de Scholz, des discussions porteront sur l'approfondissement des relations économiques, en particulier dans les domaines de l'énergie, de l'investissement et du commerce, outre les aspects de politique étrangère et de sécurité, a informé le gouvernement fédéral. Il s'agit du tout premier déplacement en Afrique du chancelier allemand en poste depuis décembre 2021. Scholz a été accueilli à l'aéroport militaire Léopold Senghor de Dakar par le président Macky Sall, avec les honneurs militaires. Pour l'étape de Dakar, un tête à tête avec le président Macky Sall suivi d'une conférence de presse conjointe entre les deux hommes est à l'agenda de la visite d'après un communiqué de la présidence de la République. Sall et Scholz vont par la suite procéder à l'inauguration de la centrale photovoltaïque de Diass (67 km de Dakar) d'un coût de 20 millions d'euros et fruit de la coopération sénégal-allemande. Le chancelier Scholz va quitter Dakar en fin d'après-midi pour le Niger où il va échanger avec le président Mohamed Bazoum sur différents aspects de la coopération bilatérale. Il y visitera aussi la base de la mission allemande des forces spéciales de la mission européenne de formation (Eutm) et les soldats allemands qui y sont installés. Scholz sera en Afrique du Sud à partir de mardi. Il participe à la cérémonie d'anniversaire des 70 ans de la chambre allemande de commerce et d'industrie pour l'Afrique australe.

I.Med/agences

COMMENT LA CRISE DE L'UKRAINE A FAUSSÉ LES CALCULS DU MAROC CONCERNANT LE SAHARA OCCIDENTAL

Le principe de non-colonisation s'impose à la communauté internationale

A force de s'appuyer sur ce qui n'est pas ferme, on risque de faire culbute. Ainsi le Maroc l'aura appris à ses dépens. La guerre en Ukraine a largement entravé les plans marocains, qui escomptaient sur une reconcentration des capitales occidentales pour plier le dossier Sahara occidental.

La dynamique enclenchée depuis le président Trump, juste avant de quitter la White House, puis la normalisation avec l'entité sioniste, puis la construction superficielle de consulats à Dakhla pour consacrer cette dynamique, auront été inutiles avec le déclenchement de l'opération militaire russe en Ukraine. De sorte que tout ce qui a été fait est devenu caduc, les pays occidentaux cherchant surtout maintenant à protéger leurs arrières et à assurer la pitance de leurs peuples, menacés par une famine planétaire.

Ainsi, et selon le journaliste britannique Martin Jay, dans une contribution au Think Thank « The Strategic Culture Foundation », la crise de l'Ukraine a faussé les calculs du Maroc concernant la question du Sahara Occidental, notamment suite à l'intérêt grandissant de l'Occident qui a focalisé toute son attention sur l'Ukraine, estimant dans ce sens, que les Etats-Unis ne peuvent rien faire pour aider le Maroc dans sa quête de rallier le maximum de soutien à sa thèse de colonisation. Le conflit en Ukraine "a fait resurgir la question de la non-colonisation qui somnolait aux Nations unies", écrit le journaliste, soulignant que "plus l'Occident verse de l'argent à l'Ukraine (...) plus l'ONU et ses Etats membres soutiennent cette tendance, ce qui représente le pire revers que le Maroc puisse imaginer sur le sujet du Sahara occidental". L'auteur de l'article considère, en outre, que "ni le président américain Joe Biden, ni son secrétaire d'Etat, Anthony Blinken, ne peuvent faire quoi que ce soit pour apporter leur soutien au Maroc, qui espère le retour de l'ancien président américain, Donald Trump, aux affaires en 2024". "La pire chose possible pour



Rabat, qui espérait exploiter la décision de Trump (qui a exprimé son soutien à la proposition marocaine concernant l'octroi d'une pseudo-autonomie au Sahara occidental contre la normalisation avec l'entité sioniste), s'est produite", affirme le journaliste, considérant qu'un éventuel retour de Trump constitue le "plus grand souhait" du ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, et du Palais royal. L'actuel locataire de la Maison Blanche "s'est toujours opposé à la décision de Trump" concernant le Sahara Occidental, "mais se trouve limité pour

remédier à cette situation", affirme encore Martin Jay, qui estime que les opinions politiques de Biden "sont en contradiction avec l'idée qu'un pays colonise un autre" et s'aligne, de ce fait, sur les résolutions des Nations unies qui prévoient une solution démocratique prévoyant un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Le journaliste Martin Jay est correspondant pour The Daily Mail (Royaume-Uni) qui a travaillé pour plusieurs médias internationaux sur les questions du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe.

I.M./Aps

TCHAD

Des groupes politico-militaires exigent, depuis Doha, la libération des manifestants de "Wakit Tama"

Les mouvements politico-militaires prenant part aux négociations de Doha au Qatar, ont souligné dans un communiqué qu'ils suivaient de près les événements de la marche anti-française du 14 mai, suivie de l'arrestation des leaders de la coalition des partis politiques et de la société civile, "Wakit Tama". Les groupes politico-militaires ont exigé « la libération immédiate et sans condition » des personnes « arbitrairement arrêtées et détenues » en raison de leur participation aux manifestations. Car, pour les groupes politico-militaires, « les manifestants sont venus exprimer leurs revendications légitimes conformément au principe du droit et à la liberté d'expression qui est garanti par la Constitution ». Ils ont par ailleurs condamné « l'usage excessif de la force contre les manifestants qui sont sortis pour exprimer leur opinion de manière pacifique, civilisée et légitime ». Ils ont condamné en particulier « l'incident mortel survenu dans l'enceinte de l'université Fayçal ainsi

que la perte de sa main droite d'un lycéen ». Pour les groupes armés en négociations à Doha, « les agissements du gouvernement ayant conduit à l'arrestation des manifestants et leur déportation ne favorisent pas un climat serein pour la poursuite des négociations de paix et la tenue du dialogue national inclu-

sif et souverain à N'Djamena ». D'après leur communiqué, le gouvernement tchadien portera « toute la responsabilité de l'intégrité physique des prisonniers ». Les mouvements politico-militaires ont également exhorté les manifestants à faire preuve de retenue et à éviter tout acte incivique, notamment la destruction

des propriétés publiques ou privées. Le 14 mai dernier, Wakit Tama (une coalition de partis politiques et d'organisations de la société civile) a organisé des manifestations à travers plusieurs villes du Tchad « pour dénoncer la politique française au Tchad ». Le coordinateur de Wakit Tama, Me Max Loalngar,

ainsi que plusieurs de ses partisans ont été arrêtés et déferés à la maison d'arrêt de Klessoum. Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Ndjamena qui les a placés sous mandat de dépôt, les accuse de « destruction des biens et troubles à l'ordre public ».

R.I./A.A.

MALI:

Le Bénin se prépare à retirer ses troupes de la Minusma

Le gouvernement du Bénin se prépare à retirer ses troupes qui interviennent au Mali, sous l'égide de la Minusma (Mission de l'ONU au Mali). Une note verbale du ministère béninois des Affaires étrangères est parvenue au secrétariat des Nations unies à New York, fin avril. Elle formule une demande de retrait de deux unités, une compagnie d'infanterie et une unité de police.

Les autorités béninoises souhaitent renforcer la sécurité sur leur propre territoire, notamment face aux

attaques terroristes enregistrées, ces derniers mois, dans le nord du pays.

Une note verbale du ministère des Affaires étrangères est donc parvenue au secrétariat de l'ONU à New York.

RFI a pu se procurer une copie de cette note. La demande est formulée en termes très diplomatiques : « Le Bénin saurait gré au secrétariat de l'ONU des dispositions à prendre, conjointement, en vue du retrait de la Compagnie mécanisée d'infanterie et de l'Unité de police constituée. » 390 hommes sont concernés, dont

250, côté Infanterie, basés à Sénou, et 140 policiers basés à Kidal.

Cependant, les troupes béninoises ne quittent pas de suite le Mali. La demande béninoise est accompagnée d'un calendrier. Une relève des troupes est en cours. Le président Patrice Talon la laisse aller à son terme. Ce sera « la dernière », indique le message. Le retrait de l'unité de police sera organisé au plus tard le 5 novembre 2022 et celui de la compagnie d'infanterie, en novembre 2023.

C'est la situation sécuritaire inquiétante dans le nord du Bénin qui justifie cette décision, le gouvernement le dit clairement : la requête affirme qu'il faut déployer toutes les compétences béninoises pour faire face.

R.I./avec Malijet

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE LUTTE

L'Algérie termine avec 48 médailles dont 14 en or

La sélection algérienne de lutte a remporté 48 médailles (14 or, 25 argent et 9 bronze), à l'issue de la sixième et dernière journée des Championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminines) qui ont pris fin dimanche soir à El Jadida au Maroc.

La sixième journée du rendez-vous africain d'El Jadida, consacrée aux épreuves de la lutte libre (seniors messieurs), a été très prolifique pour les Algériens qui ont décroché sept médailles dont quatre en or.

Les quatre médailles d'or ont été l'oeuvre de Akherbache Abdelhak (61 kg), Fetairia Chemseddine (79 kg), Benferdjallah Fateh (86 kg) et Fardj Mohamed.

L'Algérie a terminé ces Championnats d'Afrique avec un total de 48 médailles, soit 27 médailles en moins, dont 8 en or, par rapport à la précédente édition, organisée le mois de février 2020 à Alger.

Samedi, la sélection de gréco-romaine (seniors messieurs) a pris la première place par équipe avec un total de neuf médailles (5 or, 2 argent et 2 bronze).

Les cinq médailles d'or algériennes ont été décrochées par Abdelkrim Fergat (60 kg), Abdeldjebbar Djebbari (63 kg), Abdelkrim Ouakali (77 kg), Sid Azara Bachir (87 kg) et Adem Boudjemline (97 kg).

Les deux médailles d'argent ont été l'oeuvre de Mohamed-Yacine Dridi (55 kg) et Ishak Ghaiou (67 kg), alors que Hichem Kouchit (130 kg) et Walid Ghaiou (72 kg) se sont contentés du bronze.

Chez les dames, les athlètes Houfay Rayane et Doudou



Ibtissem ont été médaillées d'argent, tandis que Soudani Mestoura a pris le bronze, alors qu'elle était sacrée chez les juniors.

Lors des quatre premières journées du rendez-vous africain d'El Jadida, les cadets et juniors (garçons et filles) n'ont pas été à la hauteur de la prestation présentée par les seniors, en se classant à la 3e place au classement général, dominé de bout en bout par les Egyptiens.

Les sélections algériennes avaient débuté la compétition avec les épreuves des

cadets et cadettes qui ont remporté 15 médailles (1 or, 11 argent et 3 bronze), un bilan en nette régression par rapport aux résultats obtenus lors de la précédente édition organisée à Alger où les cadets de la lutte gréco-romaine et les cadettes avaient été sacrés avec un total de 19 médailles (6 or, 7 argent et 6 bronze).

Chez les juniors (garçons et filles), le total de la récolte algérienne a atteint les 13 médailles (4 or, 8 argent et 1 bronze). Les quatre médailles d'or ont été

décrochées par Fayçal Benfredj (63 kg), Issaad Haimem (72 kg) en lutte gréco-romaine et Bougherra Saad (70 kg) en lutte libre. Soudani Mestoura a pris l'or chez les filles.

Lors de la précédente édition des Championnats d'Afrique cadets, juniors, seniors et féminines, organisés du 4 au 9 février 2020 à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, les sélections algériennes avaient remporté 75 médailles (22 or, 30 argent et 23 bronze).

L'AC MILAN SACRÉ

BENNACER, LE PREMIER ALGÉRIEN À TROUVER LE SOMMET DU CHAMPIONNAT D'ITALIE

Onze ans après, l'AC Milan retrouve le sommet du Championnat d'Italie. Le club lombard a facilement dominé Sassuolo (0-3), ce dimanche, lors de la 38e journée, et décroché son 19e titre de champion avec assurance. Les hommes de Stefano Pioli ont plié le match en première période avec un doublé d'Olivier Giroud (16e, 32e). L'Inter a aussi gagné contre la Sampdoria (3-0).

Ismaël Bennacer devient ainsi le premier joueur algérien de l'histoire à remporter un titre de champion d'Italie. L'ancien milieu d'Empoli a disputé cette saison 31 matchs de championnat pour deux buts et une passe décisive. Il fut récompensé par trois fois du titre de joueur du mois cette saison en



novembre 2021, mars et avril 2022.

Meilleure défense de ce championnat d'Italie avec l'Inter et le Napoli (31 buts), ses deux poursuivants, l'AC Milan a pu compter sur une arrière-garde solide, le tout accompagné d'un gardien performant. Avec le départ de Gigio Donnarumma au PSG, Mike Maignan a parfaitement remplacé le portier

italien et il a logiquement fini meilleur gardien du Championnat. Et devant lui, des joueurs comme Théo Hernandez, Fikayo Tomori, Pierre Kalulu ou Davide Calabria pour ne citer qu'eux n'ont pas laissé passer grand-chose. Un autre aspect a aussi beaucoup pesé dans la balance : les victoires au finish ou très courtes.

Alors que l'on pensait l'AC

Milan en dedans à certains moments, le club italien n'a jamais rien lâché avec de nombreux succès dans les derniers instants cette saison, ou encore par un petit but d'écart.

Des réussites auxquelles Olivier Giroud, arrivé l'été dernier, a parfois participé avec neuf buts et quatre offrandes. Rafael Leao (10 buts) et Zlatan Ibrahimovic (8 réalisations) font aussi partie des meilleurs buteurs du Milan cette saison, qui a pu s'appuyer sur plusieurs individualités et non un homme en particulier. Enfin il faut saluer un certain Stefano Pioli qui a su façonner son 4-2-3-1, alors qu'il était encore en pleine tempête un an et demi en arrière.

A.D.

MAHREZ REMPORTE SON QUATRIÈME TITRE DE CHAMPION EN PREMIER LEAGUE

«C'EST LA FORCE DES GRANDS»

Manchester City est passé par tous les états avant de connaître l'extase de remporter un 8e titre de champion d'Angleterre. Mais au bout d'un scénario de folie qui a vu l'équipe de Josep Guardiola remonter un break de retard à l'entame du dernier quart d'heure dimanche contre Aston Villa (3-2), c'est bien la fierté de rester maître du Royaume qui prédomine. Remportant son quatrième titre de champion en Premier League, l'international algérien Riyad Mahrez apparaissait très fier de son équipe et avait un petit mot pour les rivaux de Liverpool.

«C'est la force des grands. On méritait d'aller en finale de la Ligue des champions, mais c'est le football. Là où on voit qu'on est une très, très grande équipe, c'est qu'on ne s'est pas écroulés ensuite. Et là, contre Villa, on est menés 0-2, on revient et on gagne ! À Liverpool, je sais qu'ils nous détestent, mais ils nous tirent vers le haut et on les tire vers le haut. Et on sera encore présents l'année prochaine.»

Aymen D.

FC BARCELONE

XAVI RECALE NEYMAR !

Interrogé sur le Brésilien en conférence de presse, le coach du Barça a aussitôt fermé la porte. Dimanche, Neymar était à Barcelone. Rien de forcément nouveau, quand on sait que le Brésilien reste très attaché à la ville catalane, où il retourne régulièrement passer ses vacances ou ses jours de repos. Seulement, sa situation à Paris est fragile, puisque l'état-major ne serait plus forcément très intéressé à l'idée de l'avoir dans l'équipe la saison prochaine.

Comme expliqué en mars en exclusivité dans nos colonnes, le PSG l'a même proposé à plusieurs clubs, dont son ancienne formation, le FC Barcelone, qui a souvent tenté de le rapatrier depuis son tumultueux départ en 2017. Mais ça tombe mal, cet été, ça sera peut-être la première fois que le Barça ne voudra pas entendre parler de Neymar. Xavi l'a ainsi fait savoir en conférence de presse dimanche soir.

Xavi a d'autres priorités

« C'est très difficile. Vous me parlez de noms, comme Lewandowski hier, ce sont des joueurs qui ont des contrats, ce n'est pas facile. On doit faire le bilan entre ce qui est possible de faire et les positions à prioriser. Neymar ne me déplaît pas, mais nous n'avons pas parlé de son retour », a ainsi lancé le milieu de terrain lorsqu'il a été interrogé sur son coéquipier.

Vous l'aurez compris, pour Xavi, il y a d'autres priorités que la star de la Canarinha. Il faut dire que sur l'aile gauche, son poste de prédilection dans le schéma barcelonais, il peut déjà compter sur Ansu Fati et Ferran Torres, capable d'évoluer à cette position, alors que d'autres postes sont bien moins fournis, comme les latéraux ou la défense centrale. Neymar devra attendre...

Mercato

SON DERNIER TUBE «SUAVEMENTE» ATTEINT LES SOMMETS DES CLASSEMENTS EN FRANCE SOOLKING, LE RAPPEUR ALGÉRIEN À LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE

Deux albums et plusieurs tubes plus tard, dont « La Liberté », l'un des hymnes de la rue algérienne, Soolking a franchi une nouvelle étape ce printemps avec une tournée nord-américaine. Pendant que son dernier tube aux accents merengue, « Suavemente », atteignait une nouvelle fois les sommets des classements en France, le chanteur et rappeur algérien Soolking était en tournée en Amérique du Nord, à la conquête d'un nouveau public. Après des années de succès des deux côtés de la Méditerranée, le temps était venu de traverser l'Atlantique et de goûter à des salles comme l'Apollo Theater de New York. « Je ne pensais pas qu'un jour dans ma vie j'allais venir chanter ici. Là, je suis là, et franchement, je "kiffe" », a savouré Soolking, lors d'un entretien accordé à l'AFP dans les coulisses de la légendaire salle d'Harlem où il s'est produit vendredi, mettant ses pas dans ceux de Billie Holiday, Aretha Franklin et James Brown. « C'est une salle mythique comme nous à Paris l'Olympia. Il y a eu beaucoup d'artistes légendaires qui [y] ont "performé". Donc c'est un honneur pour moi et c'est cool. Je suis content », a-t-il ajouté.

« ALLER CHERCHER L'HUMAIN »

À 32 ans, le natif de la banlieue d'Alger continue d'ignorer les frontières, lui dont le nom d'artiste vient d'un personnage de la série manga One piece, et qui avait connu le succès en 2018 grâce à « Guérilla », un morceau inspiré de sa galère de sans-papiers. Deux albums et plusieurs tubes plus tard, dont « La Liberté », l'un des hymnes de la rue algérienne en révolte contre son pouvoir, Soolking a franchi une nouvelle étape ce printemps avec une tournée nord-américaine, qui l'a mené de Montréal à Washington en passant par Chicago et New York. « Peu importe le pays où on m'écoute », dit le chanteur aux multiples inspirations, entre hip-hop, raï et musique latino, et qui veut d'abord « aller chercher l'humain, puisque la musique avant tout, c'est du "feeling" ». « Dans mon pays d'origine, j'ai des gens qui m'écoutent et j'ai des gens qui ne m'écoutent pas », ajoute-t-il.

Middle East Eye

ELLE ÉTAIT UN SYMBOLE DE LA FEMME ALGÉRIENNE BATTANTE

Chafia Boudraâ, l'icône du cinéma algérien, s'en est allée

Connue de plusieurs générations de téléspectateurs et cinéphiles comme la mère courage, protectrice et résistante face à un quotidien des plus difficiles sous le joug colonial, Chafia Boudraâ, actrice indissociable du personnage de "Lala Aini", symbole de la femme algérienne battante et figure de la culture algérienne, s'en est allée.

Révélee par Mustapha Badie grâce au feuilleton télévisé "El Hariq" (l'incendie) adapté de la trilogie de l'immense écrivain Mohammed Dib (1920-2003), et qui avait connu un très grand succès populaire dans les années 1970, Chafia Boudraâ, Atika Boudraâ de son vrai nom, a très vite et tout naturellement trouvé sa place dans le cinéma algérien. C'est encore une fois avec Mustapha Badie qu'elle s'illustre aux côtés de Rouiched dans "L'évasion de Hassan Terro" en 1974, avant de collaborer avec Ghaouti Bendeddouche dans "Echebka" (1976), Sid Ali Mazif dans "Leila et les autres" (1977), Ali Ghanem dans "Une femme pour mon fils" (1982), ou encore Abdelkrim Bahloul pour "Le thé à la menthe" (1984). L'actrice joue également dans des productions françaises avec des réalisateurs comme Alex Métayer et Chad Chenouga avant que Rachid Bouchareb, qui l'avait déjà distribué à la télévision, ne lui propose un rôle dans "Hors-la-loi". Dans cette fiction qui relate l'histoire d'une famille algérienne forcée de quitter le pays au lendemain des massacres du 8 mai 1945, et qui a vécu en France jusqu'aux massacres du 17 octobre 1961, Chafia Boudraâ avait partagé l'affiche avec les regrettés Larbi Zekkal et Ahmed Benaïssa, lui aussi disparu vendredi. Ce film primé à Damas a été sélectionné en compétition pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère en plus d'avoir concouru pour la Palme d'Or du Festival de Cannes en 2010.



Dans un message de condoléances adressé à la famille de l'actrice, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a qualifié Chafia Boudraâ de "modèle et d'école pour des générations d'artistes" et d'"artiste digne du respect de son public qui lui est resté fidèle de longues années durant". "En cette pénible épreuve, nous faisons nos adieux à une figure de proue de l'art algérien qui a marqué de son empreinte, aux côtés de plusieurs artistes de la première heure de l'Algérie indépendante, l'histoire du théâtre, de la télévision et du cinéma algériens", a-t-il ajouté.

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a salué, dans un message de condoléances, la mémoire d'une artiste qui a "reflété l'image typique de la femme algérienne résistante et militante contre la privation, la pauvreté, l'ignorance et la cruauté du colonisateur". Pour sa part le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a, lui aussi, adressé un message de condoléances à la famille de la défunte pour "la perte de cette icône du cinéma algérien". Chafia Boudraâ a été inhumée dimanche soir au cimetière d'El Alia à Alger.

R. C.

GRAND PRIX ASSIA-DJEBAR DU ROMAN

Le jury retient 29 titres

Le jury du 6e Grand prix Assia Djebbar du roman a dévoilé une première liste de 29 romans retenus pour la compétition de cette prestigieuse distinction, indique l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), organisateur du prix. Ce sont 12 romans en langue arabe, 5 en tamazight et 12 en langue française qui ont été retenus par le jury sur la

base de 158 titres proposés par 51 éditeurs, précise les organisateurs. Le jury présidé par l'académicien Abdelhamid Bou-rayou a retenu, pour la catégorie du roman en langue arabe, des oeuvres comme « La moisson des sables » de Mohamed Sari, « Café riche » de Mohamed Ftilina, « Rosa » de Hind Djouder, ou encore « Les amoureux timides » de Smail Yabrir.

Pour la langue tamazight, la liste comporte cinq titres dont « Icenga n talsa » de Rachida Bensidhoum Ould Hocine, « Tizir » de Zohra Aoudia, ou encore « Tayri n umettan » de Achour Fettouche. Le jury a également annoncé la sélection de douze titres en langue française dont « Ecorces » de Hadjar Bali, « Il ne fallait pas s'en prendre à nous »

de Nassira Belloula, « Kella » d'Ahmed Mimoun, « La scène et l'histoire » de Djawed Rostom Touati ou encore « Sur le chemin des sables en feu » de Brahim Sadok. Le jury de ce prix escompte également la critique et universitaire Amina Belaâla, la poétesse et traductrice Lamis Saidi, la poétesse et romancière Chabha Bengana, l'écrivain et journalis-

te Hamid Abdelkader, le romancier Abdelwahab Aissaoui, et le chercheur et universitaire Abdelkrim Ouzeghla. Les trois lauréats du meilleur roman dans les langues arabe, tamazight et Française seront annoncés lors d'une cérémonie prévue le 30 juin prochain, marquant la naissance de la romancière et académicienne Assia Djebbar.

D. M.

La deuxième édition du Salon du livre Mouloud-Mammeri s'ouvrira aujourd'hui

La 2ème édition du Salon du livre Mouloud-Mammeri d'Ath Yanni (Tizi Ouzou) se tiendra du 24 au 28 mai courant et sera marquée par une importante participation d'auteurs-écrivains algériens, tout en étant ponctuée de rencontres-débats et conférences thématiques, annoncent les organisateurs. L'événement qui s'inscrit désormais dans la régularité après le franc succès enregistré lors de la 1ère édition en 2021, est organisé par l'Association culturelle "Loisirs de Jeunes"

(ACLJ) d'Ath Yanni, en collaboration avec les autorités locales, et sera abrité par la Maison de jeunes Keddache-Ali de la commune. La manifestation verra la présence de plus d'une centaine d'auteurs, de 26 maisons d'édition et de 4 librairies nationales, précise à l'APS l'un des organisateurs, Makhlof Boughareb. Les conférences seront animées par des écrivains et des universitaires. La cérémonie officielle d'ouverture du Salon, prévue à 10 h, sera suivie de la 1ère

table ronde "Tira Ntlawin", (écritures de femmes) animée par Chabha Bengana et Rachida Sidhoum. Mohand Akli Salhi et Takfarinas Nait Chabane débattront, dans l'après-midi, de la thématique de "la production littéraire amazighe", avant un échange-dédicace avec l'auteur Arab Si Abderrahmane autour de son roman "La colline sacrifiée". La seconde journée du Salon sera entamée par une table ronde autour de "L'héritage de Mohya" (auteur, parolier, traducteur et poète), avec Said Chemakh

et Amar Laoufi, suivie d'un échange du public avec Habib Allah Mansouri sur la problématique de "L'usage de la terminologie de l'histoire", puis avec Lyes Belaidi autour de son livre "Tasnaght N'umezruy" (la sagesse de l'histoire). Dans l'après-midi, une table ronde sur "Le patrimoine amazigh" sera animée par Djamel Lacey, Hamid Bilek et Hacene Halouane, suivie d'une causerie avec Achite Belkacem sur "La mémoire et le vécu locaux à Ath Yanni".

APS

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la santé

Wilaya de Médéa
Direction de la santé et de la population de Médéa
Etablissement publique de santé de proximité de Médéa
N° 665 / EPSP/2022

AVIS DE RECRUTEMENT

L'établissement public de santé de proximité de Médéa lance un avis de recrutement pour l'année 2022 par voie de concours sur titre dans les grades selon tableau ci-dessous :

Grade	Conditions d'accées	Nombre de postes
Médecin généraliste de santé public	Diplôme de doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	10
Chirurgien dentiste généraliste de santé public	Diplôme de chirurgie dentaire ou d'un titre reconnu équivalent	02

Dossier à fournir :

- Demande manuscrite de participation au concours
- Copie du diplôme
- Copies des relevés de notes du cursus de formation
- Copie de la carte d'identité nationale.
- Formulaire remplie par le candidat
- Attestation de travail.
- 02 photos.

Observation :

- Les inscriptions seront ouvertes pendant 20 jours a/s de la date d'apparition de l'avis au journal
- Les dossiers de candidature doivent être transmis ou déposés auprès de L'epesp Médéa – pole urbain- Médéa-

L'EXPRESS DU 24/05/2022 ANEP : N° 2216009707

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPLAIRE

WILAYA DE BISKRA

DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE BISKRA

NIF : 097507019069808

MISE EN DEMEURE N°01

N.K.5.721.2.225.107.25

La Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la Wilaya de Biskra Met en demeure : BAHI MESSAOUDA – Entreprise Des grands Travaux public et hydraulique- demeurant rue Quartier communal elalia nord commune de BISKRA , titulaire du CONTRAT N°198/2016 du 11/12/2016 notifier par ordre de service N°06/2017 du 04/01/2017 et un delai de trois (03) mois relatif au projet : lotissement 119 lots chef lieu 02 commune Oumache lot : VOIRIE (TERRASSEMENT) ET lotissement 108 BENTIOUS COMMUNE MKHADMA lot : VOIRIE (TERRASSEMENT) .

- -De reprendre les travaux.

L'EXPRESS DU 24/05/2022 ANEP : N° 2216009669



L'EXPRESSDZ
Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook :

جمعية تاجمة TIDUKLA UWENE3 Association performance

Akbou 06001(Algérie) email : apsakbou@gmail.com tel : 0676646674

Mission : Information, sensibilisation dans les domaines divers d'intérêt général, Entreprises, solidarité, travail, familles, et santé environnementale.

INFORMATION ET SENSIBILISATION AUX DANGERS DE LA ROUTE ET PLACES. (version 2022)

SOYEZ PRUDENT !

PROGRAMME : Réalisation documentaires, affiches, dépliants, pub media dz, envoi courriel e-mail gratuite à tous secteurs, routes, plages... Organisateur APSA

Association APSA vous souhaite bonne vacances K. IKKEN

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : L'EXPRESSDZ

PÉTROLE

Les marges de raffinage et les prix du fret explosent

Le cours du baril WTI, la référence américaine en matière de pétrole brut, fait désormais jeu égal, voire le dépasse, avec celui du Brent, la référence européenne. Vendredi, ils évoluaient tous les deux autour des 112 dollars. Il faut remonter à 2020 pour retrouver le même phénomène. Sur un mois, le prix du WTI a progressé de 7,6% contre 3,4% pour le Brent.

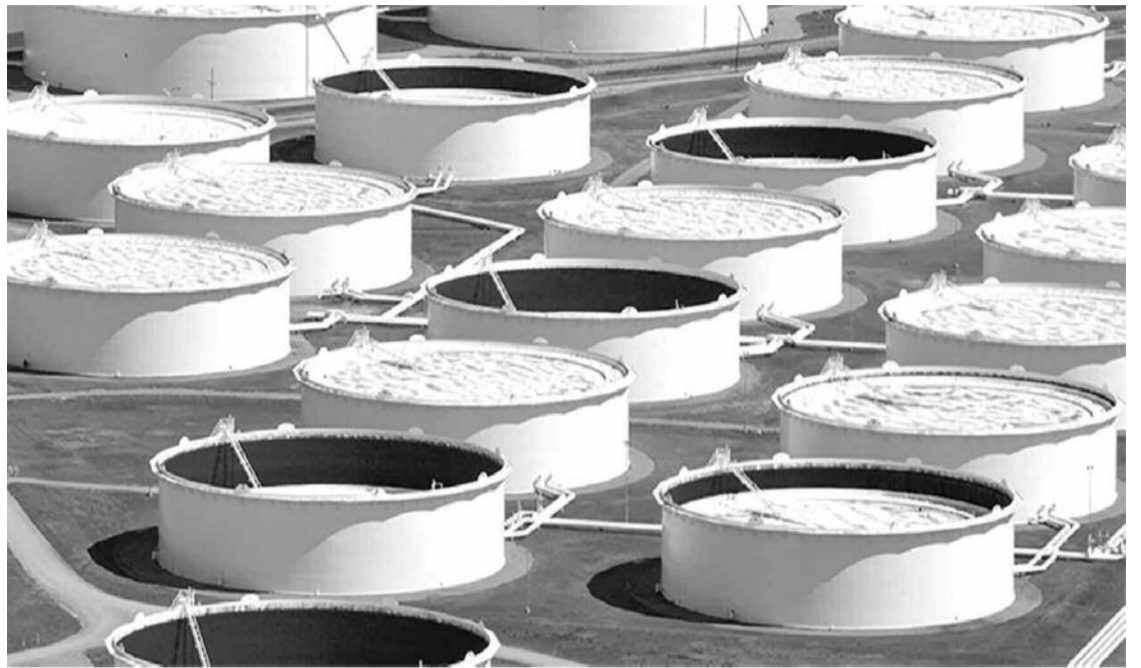
Par Robert Jules

Le Brent, pompé dans la mer du Nord, sert de référence non seulement pour l'Europe mais aussi en Afrique et au Moyen-Orient pour les transactions entre producteurs et consommateurs. Les réserves de Cushing Le West Texas Intermediate (WTI), extrait de gisements situés aux États-Unis, est principalement acheté et raffiné localement. Il est stocké dans des réserves situées à Cushing, une ville de l'Oklahoma, qui sert de baromètre pour le marché pétrolier en Amérique du nord, qui sont d'ailleurs à de bas niveaux.

Cette appréciation du WTI trouve aussi en partie une explication dans les sanctions occidentales à l'égard de la Russie. Les États-Unis ayant décrété un embargo depuis plusieurs semaines sur les importations de brut et de produits pétroliers, les raffineurs se tournent vers le brut local pour alimenter les marchés, faisant grimper les prix du WTI. En effet, ce dernier

est plus léger et plus sulfureux, plus facile à raffiner pour produire de l'essence, tandis que le Brent convient mieux à la production de diesel et de gasoil.

En Europe, un accord n'a pas encore été trouvé sur un tel embargo, car "certains États de l'Union européenne, dont la part des hydrocarbures russes dans le bilan énergétique est particulièrement élevée, ne seront pas en mesure de le faire avant longtemps, de se passer de notre pétrole", ironisait mardi Vladimir Poutine. Néanmoins, ces importations sont en baisse. "L'Union européenne est restée le plus important marché pour les exportations de brut et de produits raffinés russes, avec 3,4 millions de barils par jour, soit 43%. Cette part est, toutefois, en baisse, de 535.000 barils par jour, puisqu'elle était de 50% en début de l'année", souligne l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son dernier rapport mensuel (voir graphique). Aux États-Unis, cette hausse du WTI s'affiche sur les pompes des stations service. Le



gallon (3,78 litres) s'affichait vendredi en moyenne 4,593 dollars (6,6 dollars en Californie), selon les données du site AAA. C'est un niveau record. Il y a un an, il se situait à 3,04 dollars, soit une hausse de 51%, alors que sur la même période le cours du baril de WTI a progressé de 76% (+ 69% pour le Brent). Deux autres facteurs sont également à prendre en compte : le transport et le raffinage. "Historiquement, les prix des tankers augmentent durant les périodes de faible demande pétrolière, du fait de capacités de stockage sur terre proches de

leur maximum qui entraîne une hausse de la demande de tankers comme source de capacités flottantes et flexibles", souligne l'Agence d'information sur l'énergie américaine (EIA). Or cette configuration est bouleversée par les sanctions occidentales contre la Russie, et l'embargo américain. "Depuis février 2022, les tarifs des tankers pour les produits raffinés opérant dans les ports russes et européens ont augmenté en raison de l'incertitude géopolitique et des primes de risque d'assurance", notent l'EIA, dans son bulletin hebdomadaire.

Entre janvier et avril, ils ont progressé de 63 %.

De son côté, l'Union européenne importe davantage de produits comme le diesel ou le gasoil des États-Unis pour compenser les importations, ce qui a fait bondir les prix du fret entre la région de la Côte du Golfe des États-Unis et le continent européen de 233% entre janvier et avril. Quant au transport de brut, les prix entre la mer Baltique et le continent européen se sont envolés de 447% durant la même période, en raison des coûts d'assurance sur les primes de risques. **La Tribune**

FRANCE : LÉGISLATIVES 2022

Les ministres entrent dans une période de réserve

Jusqu'au second tour des législatifs prévus le 19 juin, les membres du gouvernement doivent rester dans l'ombre. Ils vont devoir attendre pour se prêter à l'exercice des médias.

À peine nommés, les ministres du nouveau gouvernement d'Élisabeth Borne doivent se soumettre, à compter de ce lundi 23 mai, à une période de réserve. Jusqu'au second tour des élections législatives, prévu le 19 juin, ils sont priés

de ne pas faire d'annonces et de ne pas vanter le bilan de l'action gouvernementale.

Ce sont donc quatre semaines de discrétion qu'entament les nouveaux arrivants. Parmi eux, quinze sortants reconduits sont déjà au fait de ces règles, en vigueur durant la campagne présidentielle. Treize autres entrants doivent en revanche se familiariser avec un système parfois complexe, et méticuleusement surveillé par les autorités de contrôle

des campagnes électorales et le secrétariat général du gouvernement.

LE CAS PARTICULIER DES MINISTRES-CANDIDATS

Désormais, les ministres doivent limiter les apparitions médiatiques ainsi que les déplacements.

Seuls les événements institutionnels et les prises de parole liées à une situation d'urgence sont autorisés. Autrement, il convient de gérer son ministè-

re dans l'ombre, en attendant de pouvoir en sortir d'ici un mois.

S'agissant des ministres aussi candidats aux élections législatives - ils sont quinze -, la situation est particulière. Comme lorsqu'ils faisaient campagne pour la réélection d'Emmanuel Macron, les membres du gouvernement doivent instaurer une séparation claire entre leur activité gouvernementale et celle de

candidat. Pour éviter un fâcheux mélange des genres, ils doivent tenir avec minutie leurs comptes de campagne et veiller à ce qu'aucune dépense électorale ne soit imputée à l'État. Exemple : un ministre en déplacement dans sa circonscription ne peut s'y rendre - sauf lorsque les conditions de sécurité l'exigent - au moyen de son véhicule officiel.

Le Figaro

Dans plusieurs pays européens, une bataille a été engagée pour maîtriser les locations touristiques

Par Isabelle Rey-Lefebvre

Pour éviter que l'essor des locations de courte durée, plus rentables, n'entraîne l'atrophie du parc locatif résidentiel, les municipalités essaient de trouver des réponses réglementaires.

Plus que les gouvernements, ce sont les villes qui bataillent contre leur « airbnbisation », c'est-à-dire le basculement de milliers de logements en accueils pour touristes. Un phénomène qui évince les habitants permanents en faisant exploser les prix des biens immobiliers.

Dès décembre 2020, Murray Cox, fondateur du site Insideairbnb.com, décrivait ce mécanisme dans son étude

sur « Les défaillances des plates-formes », qui soulignait un manque de coopération avec les villes et la nécessité de réglementation. Une étude publiée en mai 2021 par les urbanistes Claire Colomb et Tatiana Moreira de Souza, de l'University College de Londres, faisait un constat similaire. Sur 200 villes dans le monde observées par Murray Cox, 140 ont adopté des réglementations locales. En Europe, cependant, la bataille se déroule aussi devant la Commission européenne. Les lobbys des plates-formes et les associations d'hôtes qu'ils mettent en avant (Clubs d'hôtes Airbnb, par exemple) s'opposent aux lobbys des hôteliers, qui viennent de créer leur

association, ReformBnB, et à l'alliance de 24 villes dont Paris, Amsterdam, Berlin, Vienne, Florence, Barcelone...

VIENNE, AMSTERDAM, BERLIN...

Le débat porte, aujourd'hui, sur l'élaboration d'une nouvelle directive sur les services numériques, le Digital Service Act. Les hôteliers souhaitent que la location touristique soit exclue de ce dispositif et soumise à une régulation propre. Les élus, eux, veulent avoir les coudées franches pour élaborer leurs règlements municipaux, variables d'une ville à l'autre. A Vienne, en Autriche, le parc social domine (45 % des logements, 60 % des habitants) et toute location touristique y

est interdite. Mais certains locataires passent outre et Airbnb - dont la stratégie est d'invoquer un droit supérieur, par exemple européen, de lancer des recours et de ne pas appliquer les règles qu'il conteste tant qu'il n'a pas été condamné, ce qui peut prendre des années - a refusé de retirer de son site ces annonces illégales. Dans le parc privé, le consentement de tous les copropriétaires de l'immeuble est exigé et la location de courte durée est carrément interdite dans certaines zones résidentielles, dont le centre historique.

Le Monde

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1						■				
2			■							
3							■			
4		■						■		
5	■					■				
6				■						■
7		■						■		
8			■							
9							■			
10				■						

HORIZONTALEMENT

- 1- Capitale d'un pays du Maghreb - Touchée.
- 2- Animal pourvue de longues oreilles - Bouts de seins.
- 3- Sont ainsi pour celui qui leur est l'oncle - Propre.
- 4- Traque officielle - Mot latin signifiant au-delà.
- 5- Asphyxie par immersion - Mesure agraire.
- 6- Test (mélangé) - Trouble.
- 7- Travaille - Symbole chimique du sodium.
- 8- Boisson alcoolisée (inversé) - Horrible à supporter.
- 9- Tourner violemment - Couleur anglaise.
- 10- Prince troyen - Rideau.

VERTICALEMENT

- 1- En si grand nombre - Sonne.
- 2- Associations - Atome portant une charge électrique.
- 3- Issue - Produit artistique.
- 4- Préparés par le feu - Préposition.
- 5- Mémorial - Rayon (inversé).
- 6- Point cardinal - Greffes.
- 7- Conjonction - Avancer par voie maritimes.
- 8- Principauté - Métal précieux en langue espagnole.
- 9- Article - Passer le linge à l'eau.
- 10- Poursuivie en justice - Greffes.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Écussonnage
Ecussonnage
Écuçonnage
Écussonnage

Effervescence
Efervescence
Efferevcescence
Effervescence

Resserrement
Resserement
Reserrement
Ressairrement

Serpentin
Serpentain
Serpantin
Sérpentin

Les mots fléchés

DOULEUR INSUPPORTABLE CLAIRVOYANT	POISSON VORACE IMMOBILISA	BRAVER PÉRILLEUSES	IL PERMET DE FAIRE CUIRE À FEU VIF	AVANT NOUS INSTALLÉES	ENLEVANT LE FUSIL DES MAINS TEL LE SEL MARIN	ÇA BRÛLE !
→	↓	↓	→	↓	→	↓
			CE QUI N'EST PAS PLAT SUR UNE SURFACE			
→					COQUIN PRÉCIS	
			VOITURE D'ENFANT BASE DE LA DENT		↓	
METTRE UNE COUCHE MOT DÉDAIGNEUX				ÉRTE GRAND OUVERT AUROCHS		FOU
→	DÉPARTEMENT DE FRANCE GAZON	→		↓	À MOI PAYS VOISIN DE L'ALGÉRIE	↓
TANK FEMME DE CONTES	↓		BEAU VERRE FRAPPÉ DE STUPEUR	→		
→		GUETTÉE TEMPÊTES VIOLENTES	↓		LISSE COMMUNE EN RÉ	
PETITS VÉGÉTAUX	VILLE DE FRANCE CLASSEMENT	→		ÉTAT DE L'ORGANISME MONUMENT FUNÉRAIRE	↓	
→	↓			↓	RIGOLÉ SIDÉRALES	TELLES DES VOIX ALTÉRÉES
VENTILER DÉPART POUR L'INFINI				COMPRIMÉE SANS ASPÉRITÉS	↓	
→	REFUGES INFORMÉ	→		↓	DANS LE VENT TRÈS CONTENT	FEMELLE TÊTUE
SITUATION COMIQUE PILLERA	↓		NE PASSERA PAS TOUS LES APPELS À EUX	→		↓
→			↓			TOUS ET PERSONNE BIEN CHARPENTÉ
GARNIES D'EXPLOSIFS CHARNU DERRIÈRE				CONFESSE COLLE FORTE	↓	
→			LIEUX DE CULTE MOT D'ENFANT	↓		
APPARU AMÉRINDIENS	ROUTE NATIONALE	→		ARTICLE MASCULIN	→	LES SIENS
→			ELLE N'ENGENDRE PAS LA MÉLANCOLIE	→		

BIFFE-TOUT

EN 6 LETTRES :
Quartier de New York

ALBANIE	ELÈVE	ROULÉ
ANATIFE	FIESTA	SOEUR
ANGORA	GOVERNANTE	SOUDANAISE
ATHLÉTISME	GRENADINE	TANGO
BACHELIÈRE	INEXPLOITÉ	TENDRON
BAVOIR	KIRGHIZIE	TOURISME
CHALLENGER	LABOURAGE	TROUPEAU
CHOPIN	LEITMOTIV	VADROUILLE
CLAVECIN	MIOCÈNE	VAURIEN
CORSAIRE	MORFONDRE	VERTIGE
DÉCOIFFÉ	NOBLESSE	VÉTILLE
DÉESSE	OFFUSQUÉ	VICOMTE
DÉGOÛTANT	OLÉCRANE	VRAC
DISPOSITIF	PIZZERIA	WILAYA
ECUYER	POULE	XÉRÈS
EFENDI	REMÈDE	ZIZANIE
EFFROYABLE	ROCAILLE	

V	A	D	R	O	U	I	L	L	E	E	S	I	A	N	A	D	U	O	S
F	L	T	R	O	U	P	E	A	U	C	L	A	V	E	C	I	N	I	N
I	O	A	H	A	O	G	F	T	N	V	B	O	E	R	V	A	N	R	O
T	F	R	B	U	N	I	O	O	N	A	A	C	G	E	A	E	D	O	T
I	F	A	L	O	E	G	B	U	C	A	U	U	R	N	X	C	E	C	A
S	U	E	L	S	U	L	O	H	V	Y	T	T	R	P	A	V	C	A	R
O	S	R	T	B	E	R	E	R	E	E	I	U	L	I	I	T	O	I	I
P	Q	A	E	S	A	L	A	R	A	G	R	O	O	C	E	B	I	L	A
S	U	E	S	M	I	N	N	G	E	E	R	N	O	G	A	N	F	L	L
I	E	E	F	E	E	I	I	T	E	E	L	M	A	V	E	E	F	E	E
D	E	E	R	F	P	D	E	E	V	E	T	L	O	N	R	D	E	T	M
E	N	E	R	O	R	N	E	I	E	E	I	I	I	D	T	A	E	O	S
N	A	I	H	I	D	O	T	A	I	N	R	Z	N	T	N	E	S	U	I
I	R	C	D	R	A	O	Y	N	Y	S	E	O	I	A	E	R	S	R	T
D	C	O	O	N	M	S	A	A	E	A	F	C	T	H	U	V	E	I	E
A	E	N	U	T	E	Z	R	R	B	R	L	I	O	E	G	L	E	S	L
N	L	L	I	L	I	F	E	O	O	L	F	I	O	I	E	R	D	M	H
E	O	E	E	Z	E	X	E	M	C	E	E	S	W	V	M	M	I	E	T
R	L	T	N	E	M	I	D	E	S	A	I	R	E	Z	Z	I	P	K	A
G	T	R	O	P	E	S	S	A	P	R	E	G	N	E	L	L	A	H	C

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
 JUNIOR - FAISAN - DEGROSSI - PSY - TOGE - TU - ERE - L - ORTEIL - ALLO - BEC - ESTURGEON - LIANTE - NEON - FIESTA - U - GI - ME - ENTIERS - N - FISC - TETU - NON - N - HOSTO - GOBE - CESAR - ENROBEE - PREVENU - AI - ACEREE - EMOI - T - ACES - TRISTES - FRIT - CRANA - DA - GATEAU - EIDER - TOLES - CARTONS.

VERTICALEMENT
 JUDO - ELIMINE - CARGO - NEGOCIEES - SPECIAL - NIGER - AS - CHARRETTE - OR - TENTE - OREES - ES - PROTESTANTS - VE - CA - SUITE - TETEE - TRUC - IFS - LU - MITONNERA - A - AIE - RN - EU - RUMINER - RI - RAGEUR - GO - OSAIT - SPELEO - SNOBAIT - DO - MAS - LONG - OBEI - EDEN - NYLON - INNEE - TSARS.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
 1- ZESTE - EPEE 2- AMI - MINEUR 3- MASSIF - NEO 4- AN - ASSIS - D 5- ELLE - CIME 6- OREE - CAFE 7- B - VENIR - US 8- TOI - IVETTE 9- USERAI - RET 10- SERA - LUISE.

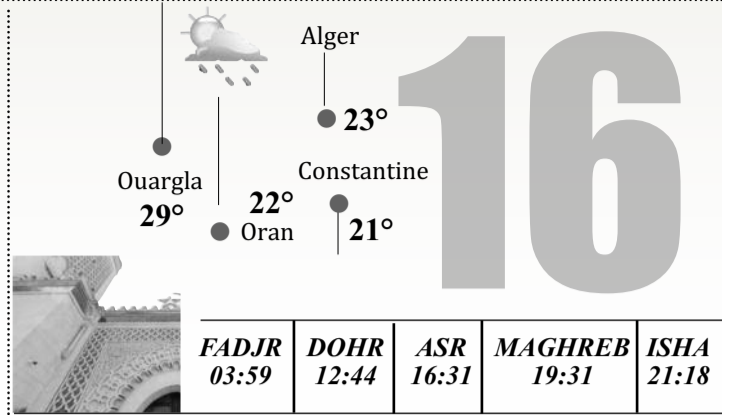
VERTICALEMENT
 1- ZAMA - OBTUS 2- EMANER - OSE 3- SIS - LEVIER 4- T - SALEE - RA 5- EMISE - NIA 6- IFS - CIVIL 7- EN - ICARE - U 8- PENSIF - TRI 9- EUE - MEUTES 10- ERODE - SETE.

4x4

Canonnière - Érotique
Guet-apens - Mémoire

BIFFE-TOUT : KHAYYAM

1
CAS
CONFIRMÉ
7 GUÉRISONS
ET ZÉRO DÉCÈS



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 24 MAI 2022 // N°310 // PRIX 20 DA

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Tebboune nommé un nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie

Salah Eddine Taleb a été nommé gouverneur de la Banque d'Algérie, indique un communiqué de la présidence de la République diffusé hier. Taleb succède à ce poste à Rostom Fadli, limogé par le chef de l'Etat.



Par Youcef Salami

Le prédécesseur de Salah Eddine Taleb a passé près de deux ans à la tête de la Banque centrale. Le nouveau gouverneur occupait jusqu'à le poste de secrétaire du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC). Cadre à la Banque d'Algérie, Rostom Fadli avait succédé à l'actuel Premier ministre Aïmene Benabderrahmane à la tête de la banque des banques. Benabderrahmane avait été désigné à la tête de la Banque centrale en novembre 2019, avant de céder sa place, suite à sa nomination comme ministre des Finances dans le gouvernement Djerad II, en juin 2020, en remplacement de Abderahmane Raouya. Rostom Fadli avait été chargé par le président de la République de réviser en profondeur la loi sur la monnaie et le crédit, une loi

qui remonte au début des années 1990. Le chef de l'Etat avait eu cette déclaration au sujet de cette réglementation : « On est loin de 1990, et l'Algérie se dirige vers une économie ouverte sur le monde et il faut que la LMC soit révisée ». Abdelmadjid Tebboune avait également souligné qu'il y a nécessité d'introduire des réformes bancaires et fiscales. Mais il semble que ni la réforme bancaire, ni la révision de la loi sur la monnaie et le crédit n'aient abouti. En mars dernier, le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie (BA) avait indiqué que la loi sur la monnaie et le crédit était en « cours d'amendement ». Cependant, une question se pose: le nouveau gouverneur de la Banque centrale sera-t-il l'homme de la situation pour sauver la réforme de la politique monétaire ? Pour beaucoup d'observateurs, la

réforme dont il s'agit est complexe, nécessitant beaucoup de temps, a fortiori dans un contexte où le pays s'est engagé sur beaucoup de chantiers. La réforme bancaire est la mère de toutes les réformes. Et le pays devrait la faire aboutir, s'il souhaite faire avancer son économie et la développer dans une perspective de long terme. La réforme du secteur bancaire est un chantier ouvert, il y a plusieurs années. Tous les gouvernements qui se sont succédé avaient promis de la mener à bien. Il n'en est rien. Or, et tous les experts le disent, il ne peut y avoir d'investissement dans beaucoup de secteurs, tant que les banques ne sont pas à la hauteur des attentes des opérateurs économiques. Elles (les banques) sont appelées à apporter de la confiance aux investisseurs.

Y.S.

2^e JOUR DE LA VISITE DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP EN 2^e RÉGION MILITAIRE EXERCICE TACTIQUE DES FORCES NAVALES AVEC TIR DE MISSILE ANTISURFACE «ISSAR 2022»

Au second jour de sa visite en 2^e Région Militaire, le Général de Corps d'Armée Saïd CHANEGRIHA, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, s'est rendu à la Base navale principale de Mers El-Kébir, où il a été accueilli par le Général-Major Mahfoud BEN MEDAH, Commandant des Forces Navales, avant de suivre, en présence du Général-Major Djamel HADJ LAAROUSSI, Commandant de la 2^e Région Militaire, et du général-major Hasnat BELKACEM, Chef du Département Emploi et Préparation/EM-ANP par intérim, un exposé sur l'idée générale et les étapes d'exécution d'un exercice tactique des Forces Navales avec tir de missile antisurface intitulé «ISSAR 2022», exécuté par des unités relevant des Forces Navales dont des sous-marins et des aéronefs de l'aviation navale, ainsi que des unités terrestres. Le Général de Corps d'Armée a procédé, ensuite, à



l'inspection des formations navales devant prendre part à cet exercice, et à la visite de quelques unités flottantes, afin de s'enquérir de l'état de leurs différentes composantes, et des équipements et systèmes d'armement modernes en dotation. A bord du bâtiment de commandement et de projection des forces «Kalâat Beni Abbès» 474, le Général de Corps d'Armée a suivi au niveau du polygone de tir de la Façade Maritime Ouest, le déroulement du tir d'un missile antisurface depuis une corvette sur une cible maritime, avant de superviser ensuite l'exécution des actions marines programmées, notamment des tirs d'artillerie. Les unités navales enga-

gées ont exécuté l'exercice avec un grand professionnalisme, qui s'est traduit par la parfaite cohésion entre les différentes formations et l'exécution minutieuse de l'ensemble des étapes planifiées de l'exercice, où la cible de surface a été détruite avec une haute précision, et les tirs d'artillerie sur la cible maritime ont été exécutés avec une grande performance. Un exercice qui a démontré la bonne maîtrise, par les équipages, des différents armes et équipements, et qui confirme le développement et la disponibilité opérationnelle atteints par les unités des Forces Navales Algériennes, depuis ces dernières années.

I.M.

AIR ALGÉRIE : BAISSÉ DES PRIX DES BILLETS

Meriem D.

À l'occasion de la nouvelle saison estivale, la compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a décidé une baisse des prix des billets d'avion. Selon le chargé de la communication de l'opérateur public algérien, Amine Andaloussi, « une baisse sensible des prix interviendra dans les prochains jours en application des directives du Président

de la République. Cette baisse est également relative à la reprogrammation de nombreuses lignes à partir et vers l'Algérie à l'occasion de la saison estivale », a-t-il précisé sur Echorouk News. Selon le cadre d'Air Algérie, la compagnie a programmé 171 vols par semaine vers la France, 55 vers les autres pays européens et 7 vers la Tunisie. Il annonce dans la foulée les premiers départs

pour le début de la semaine prochaine et la vente des billets, selon lui, commencera la fin de cette semaine. Pour rappel, le Président Tebboune a ordonné au ministre des Transports d'entamer la révision des prix des billets de transport aérien et maritime avant le début de la saison estivale pour permettre à la communauté nationale établie à l'étranger de rentrer au pays.

MÉTRO D'ALGER/EXTENSION VERS L'AÉROPORT L'ENTREPRISE COSIDER ENTAME LES TRAVAUX

Par Meriem D.

Le dernier tunnelier de la nouvelle extension du métro d'Alger de la station d'El Harrach-Centre vers l'aéroport d'Alger Houari-Boumediene, a été creusé,

hier, par l'entreprise publique COSIDER. Le projet d'extension du Métro d'Alger sur une longueur de 9,5 km, devra être réceptionné au premier trimestre 2026 et sera réalisé en deux phases. Le

ministre des Transports, M. Abdallah Moundji, a supervisé dans la même journée l'opération au niveau du chantier. Le projet en question devra être réceptionné au premier trimestre 2026.